



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 11 JUILLET 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2123

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 10 juillet 1908.

Le huitième jour de juin mil neuf cent huit, monsieur Théodore Louis Antoine Broët, agriculteur, de Péribonka, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Lac Saint-Jean.

L. G. DESJARDINS,
2599 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 9 mai 1908, de nommer M. Bertram Davies, de "Oceanic House, No. 206, Cockspur street, Pall Mall, Londres", commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec, 2499

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11th JULY, 1908.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2124

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 10th July, 1908.

The eighth day of June, one thousand nine hundred and eight, Théodore Louis Antoine Broët, Esq., farmer, of Péribonka, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, to represent the electoral district of Lake Saint John.

L. G. DESJARDINS,
2600 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of May, 1908, to appoint Mr. Bertram Davies, of Oceanic House, No. 206, Cockspur street, Pall Mall, London, a commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec. 2500

No. 900 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 3 juillet courant, 1908, de renommer M. John Henry Semple, de la cité de Montréal, membre du bureau des commissaires d'écoles catholiques pour la cité de Montréal, son terme d'office étant expiré.

2503

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1907, pour la paroisse de Broughton, comté de Beauce, et de nommer par commission, en date du vingt-sixième jour de juin 1908, MM. Edmond Joseph Turcotte, marchand, Thomas Grondin, cultivateur, Achille Lessard, aëlier, Alfred Doucet, propriétaire et gérant de mines, Henry Perron, Auguste Dodier, Napoléon Vallée, cultivateurs, de Broughton, commissaires de la dite cour.

2501

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-sept juin 1908, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saguenay : MM. George Clarke, secrétaire-trésorier de *The North Shore Power & Navigation Company*, et Albert Checkley, caissier, tous deux de Clark City.

District de Saint-François : M. Joseph Frederick Feltus, opticien, de Beebe Plain, comté de Stanstead.

District de Montréal : Wm John McClurg, commis voyageur, Wm Colin White, manufacturier, et Thomas P. Howard, gérant de la *Phoenix Bridge & Iron Works, Limited*, tous de la cité de Montréal.

District de Québec : M. Arthur Marcotte, agent d'assurance, de la cité de Québec, M. Onésime Carrier, agent, de la ville de Lévis.

District de Trois-Rivières : M. Gédéon Hamel, marchand, de Saint-Sylvere, comté de Nicolet.

2541

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 24 juin 1908, de nommer M. Charles Hector Lavallée, avocat, de la ville de Bordeaux, recorder de cette ville.

2543

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 juin 1908, de nommer M. Joseph Napoléon Miller, officier spécial au département de l'Instruction publique, secrétaire français, de ce département.

2549

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }
L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Assistant-Procureur-Général } ATTENDU que
suppléant. } MM. J. Robillard,
et P. de Varennes, commissaires dûment nommés } E. H. Laflamme

No. 900 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 3rd of July instant, 1908, to reappoint Mr. John Henry Semple, of the city of Montreal, a member of the board of catholic school commissioners for the city of Montreal, his term of office having expired.

2504

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty sixth day of April, 1907, for the parish of Broughton, in the county of Beauce, and to appoint by commission, dated the twenty sixth day of June, 1908, Messrs. Edmond Joseph Turcotte, merchant, Thomas Grondin, farmer, Achille Lessard, saddler, Alfred Doucet, mine owner and manager, Henry Perron, Auguste Dodier, Napoléon Vallée, farmers, of Broughton, commissioners of the said court.

2502

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-seventh of June 1908, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saguenay : Messrs. George Clarke, secretary-treasurer of the North Shore Power Railway & Navigation Company, and Albert Checkley, cashier, both of Clark City.

District of Saint Francis : Mr. Joseph Frederick Feltus, optician, of Beebe Plain, county of Stanstead.

District of Montreal : Wm. John McClurg, travelling salesman, Wm. Colin White, manufacturer, and Thomas P. Howard, manager of the Phoenix Bridge and Iron Works, Limited, all of the city of Montreal.

District of Quebec : Mr. Arthur Marcotte, insurance agent, of the city of Quebec, Mr. Onésime Carrier, agent, of the town of Lévis.

District of Three Rivers : Mr Gédéon Hamel, merchant, of Saint Sylvere, county of Nicolet.

2542

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of June, 1908, to appoint Mr. Charles Hector Lavallée, advocate, of the town of Bordeaux, recorder of the said town.

2544

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th June, 1908, to appoint Mr. Joseph Napoléon Miller, a special officer in the department of Public Instruction, french secretary, of this department.

2550

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Acting Assistant Attorney- } W H E R E A S
General. } Messrs. J. Robillard, E. H. Laflamme and P. de Varennes, commissioners duly

pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain d'Ottawa, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Notre-Dame-de-la-Garde, dans le comté d'Ottawa, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Notre-Dame-de-la-Garde, dans le comté d'Ottawa, est bornée au nord par les cantons Bigelow et Wells, au sud par le canton Portland et le premier rang du canton Villeneuve, à l'est par la ligne centrale qui sépare le lot B du lot No 40.—de l'arpentage primitif—dans chacun des rangs du dit canton Villeneuve depuis le deuxième rang inclusivement jusqu'au neuvième rang aussi inclusivement, enfin à l'ouest par le canton Denholm, le canton Hincks et le lac Poisson Blanc.

La dite paroisse couvrant une superficie de cinquante-deux mille deux cent soixante (52,260) acres, plus ou moins, comprend donc tout le canton Bowman et toute la partie du canton Villeneuve située au nord du premier rang de ce canton et à l'ouest de la dite ligne centrale entre les lots "B" et No 40 de ce même canton.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Garde ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Notre-Dame-de-la-Garde décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce DEUXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2547

ERRATUM.

A la page 1068 de la "Gazette officielle" du treize juin 1908, aux numéros 2209-10, et à la page 1097 de celle du vingt juin 1908, aux numéros 2209-10, lisez "The Ville Marie Supply Company Limited," au lieu de "The Ville Marie Supply Company."

2517

appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Ottawa, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Notre-Dame-de-la-Garde, in the county of Ottawa, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The parish of Notre Dame-de-la-Garde, in the county of Ottawa, is bounded to the north by the townships of Bigelow and Wells, to the south by the township of Portland and the first range of the township of Villeneuve, to the east by the central line which separates the lot B from the lot No 40—of the original survey—in each of the ranges of the said township of Villeneuve from the second range inclusively to the ninth range also inclusively, lastly to the west by the township of Denholm, the township of Hincks and the lake Poisson Blanc.

The said parish covering a superficies of fifty two thousand two hundred and sixty (52,260) acres, more or less, therefore comprises the whole of the township of Bowman and all the part of the township of Villeneuve to the north of the first range of this township and to the west of the central line between the lots "B" and No. 40 of this same township.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Notre-Dame-de-la-Garde aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Notre-Dame-de-la-Garde to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SECOND day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2548

ERRATUM.

On page 1068 of the "Official Gazette" of the thirteenth of June, 1908, in the numbers 2209-10, and on page 1097 of that of the twentieth of June, 1908, in the numbers 2209-10, read "The Ville Marie Supply Company Limited," instead of "The Ville Marie Supply Company".

2518

Avis du Gouvernement

No. 1125-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 juin dernier, 1908, de détacher de la municipalité de Sainte-Sophie de Lévrard, dans le comté de Nicolet, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, sous les numéros 777 et suivants jusqu'à 890 inclusivement, et les biens-fonds situés dans le canton de Blandford, ayant les numéros 17 et 18 du rang A, les numéros 15, 16, 17 et 18 du 5e rang, les numéros 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du 6e rang et les numéros 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 des 7e, 8e et 9e rangs de ce canton ;

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis de Blandford, les biens-fonds situés dans le canton de Blandford, ayant les Nos 19, 20, 21 et 22 des rangs A et Ve, ayant les numéros 19 et suivants jusqu'à 29 inclusivement des 6e, 7e, 8e et 9e rangs, ayant les numéros 17 et suivants jusqu'à 26 inclusivement du 10e rang du dit canton ;

Et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de " Saint-Joseph de Blandford ".

Cette érection prendra effet le 1er juillet 1908.
2511

No 3889 07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin dernier, 1908, de détacher de la municipalité scolaire des Grondines No 1, dans le comté de Portneuf, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles des Grondines, les numéros 307, 308, 309 et 310, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Marc, dans le même comté.
2509

No 1197-07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 3 juillet courant, 1908, de détacher de la municipalité scolaire de Melbourne et Brompton Gore, partie du lot 16 et le lot 17 dans le 6e rang ; le lot 17 dans le 5e rang ; partie du lot 18 dans le cinquième rang ; partie du lot 19 et les lots 20 et 21 dans le 3e rang ; et partie du lot 22 dans le 2e rang de la dite municipalité, tous appartenant aux protestants, et les annexer à la municipalité du village de Kingsbury, comté de Richmond, pour fins scolaires.
2507

No 395-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 27 juin dernier, 1908, de détacher de la municipalité scolaire du canton de Guigues, dans le comté de Pontiac, les biens-fonds connus sous les numéros 52, 53 et 54 des rangs IV, V, VI et VII du canton de Guigues, et de les annexer à la municipalité scolaire de Témiscamingue-Nord.
2505

Government Notices

No. 1125.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June last, 1908, to detach from the school municipality of Sainte Sophie de Lévrard, in the county of Nicolet, the lots known on the official cadastre of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, as numbers 777 and following to 890 inclusively, and the lots situate in the township of Blandford, bearing the numbers 17 and 18 of the range A, the numbers 15, 16, 17 and 18 of the 5th range, the numbers 13, 14, 15, 16, 17 and 18 of the 6th range, and the Nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17 and 18 of the 7th, 8th and 9th ranges of that township ;

To detach from the school municipality of Saint-Louis de Blandford, the lots situate in the township of Blandford, having the Nos. 19, 20, 21 and 22 of the ranges A and Vth, bearing the numbers 19 and following to 29 inclusively, of the 6th, 7th, 8th and 9th ranges, bearing the Nos. 17 and following to 26 inclusive of the 10th range of the said township, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of " Saint-Joseph of Blandford."

This erection will take effect on the 1st of July, 1908.
2512

No. 3889-07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June last, 1908, to detach from the school municipality of Grondines No. 1, in the county of Portneuf, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Charles des Grondines, the numbers 307, 308, 309 and 310, and to annex them to the school municipality of Saint Marc, in the same county.
2510

No 1197-07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 3rd of July instant, 1908, to detach from the school municipality of Melbourne and Brompton Gore, part of lot 16 and lot 17 in the 6th range ; lot 17 in the 5th range ; part of lot 18 in the 5th range ; part of lot 19, and lots 20 and 21 in the 3rd range ; and part lot 22 in the 2nd range of said municipality, all belonging to protestants, and to annex them to the municipality of the village of Kingsbury, Richmond county, for school purposes.
2508

No 395.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June last, 1908, to detach from the school municipality of the township of Guigues, in the county of Pontiac, the lots known as numbers 52, 53 and 54, of the ranges IV, V, VI and VII, of the township of Guigues, and to annex them to the school municipality of Temiscamingue North. 2506

LE GREFFIER DU CONSEIL PRIVÉ

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ.

London, S. W., 2 juin 1908.

Monsieur,

A propos de la correspondance antérieure en rapport avec la demande de la Partie II de l'Acte Médical, 1886, à la province de Québec, par Ordre de Sa Majesté en Conseil du 29 février dernier, j'ai l'honneur d'exposer, pour l'information du Comte de Crewe, que le Conseil Médical Général ayant considéré les conditions sous lesquelles certaines qualifications médicales accordées dans la province de Québec, devraient être reconnues pour enregistrement dans la liste coloniale du Registre Médical du Royaume Uni, a adopté le 26 mai dernier la résolution suivante :

Que toutes personnes possédant :

(1) Le Degré de Docteur en Médecine, et Maître en Chirurgie, de l'Université McGill, Montréal, ensemble avec la licence pour pratiquer dans la province de Québec, ou

(2) Le Degré de Docteur en Médecine de l'Université Laval, Québec, ensemble avec la susdite licence pour pratiquer, auront droit d'être enregistrés dans la liste coloniale du Registre Médical, pourvu qu'elles donnent satisfaction au Registrateur du Conseil Médical Général concernant les autres détails mentionnés dans la Partie II de l'Acte Médical, 1886.

Le Conseil Médical Général a résolu aussi :

Que le Registrateur soit autorisé à donner force à la résolution (sus-mentionnée), et que le conseil enregistre sa satisfaction à l'établissement de relations réciproques avec la province de Québec et son désir que des relations semblables pourront être établies avec les autres provinces de la Puissance du Canada.

Je suis, etc.,

(Sg.)

A. F. FITZ ROY,

Sous-secrétaire d'Etat,
Bureau Colonial.

2551

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 3 juillet 1908.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de partie de la paroisse de Saint-Lucien, dans le comté de Drummond, le sixième jour d'avril 1908, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de partie de la paroisse de Saint-Lucien, dans le comté de Drummond, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 juillet 1908.

2513

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 juillet 1908.

Présent : LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné d'abroger l'article 69x des règlements du conseil d'hygiène de la province et d'amender l'article 69v, en remplaçant le mot

THE CLERK OF THE PRIVY COUNCIL.

PRIVY COUNCIL OFFICE.

London, S. W. 2nd June, 1908.

Sir,

With reference to previous correspondence in connection with the application of Part II of the Medical Act, 1886, to the province of Quebec, by order of His Majesty in Council of the 29th February last, I have the honour to state for the information of the Earl of Crewe, that the General Medical Council having considered the conditions under which certain medical qualifications granted in the province of Quebec, should be recognized for registration in the Colonial List of the Medical Register of the United Kingdom, adopted on the 26th May last the following resolution :

That any persons who holds :

(1) The degrees of Doctor of Medicine and Master of Surgery of McGill University, Montreal, together with the Licence to practice in the province of Quebec, or

(2) The degree of Doctor of Medicine of Laval University, Quebec, together with the aforesaid license to practice, shall be entitled to be registered in the Colonial List of the Medical Register, provided that he satisfies the Registrar of the General Medical Council regarding the other particular set forth in Part II of the Medical Act, 1886.

The General Medical Council also resolved :

That the Registrar be directed to give force to the Resolution (therein contained) and that the Council record its satisfaction at the establishment of reciprocal relations with the province of Quebec and its desire that similar relations may soon be established with the other provinces of the Dominion of Canada.

I am, etc.,

(Sgd.)

A. F. FITZ ROY,

The Under-Secretary of State,
Colonial office.

2552

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 3rd July, 1908.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of part of the parish of Saint Lucien, in the county of Drummond, on the sixth day of April, 1908, it hath been shewn to the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the part of the parish of Saint Lucien, in the county of Drummond, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,

Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Québec.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 6th July, 1908

2514

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 7th July, 1908.

Present : THE LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

It is ordered that article 69x of the By-laws of the provincial board of health be repealed and that article 69v, be amended by replacing the word

"trente" par le mot "deux" et en ajoutant les mots "toute commission scolaire ou".

2553

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

No. 1897.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-sixième jour d'août prochain, 1908, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au dix-huitième jour d'août prochain, à M. J. N. Miller, secrétaire conjoint du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents, exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,
Secrétaire conjoint.

Québec, 11 juillet 1908.

2539

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre juillet 1908, constituant en corporation MM. Joseph Auguste Ross, médecin, de Sainte-Flavie Station, Joseph Arthur Guilmette, gérant de banque, de Sainte-Flavie Station, Alfred Léofred, ingénieur civil, de Québec, Arthur Charles Landry, rentier, Antonin Voyer, marchand, de Sainte-Flavie Station, dans le but suivant, savoir : la fabrication, la vente et l'échange des métaux et des objets de métallurgie, de machines, d'outils, la construction de télégraphe et de téléphone, l'exploitation des pouvoirs d'eau, d'a pouvoirs de lumière électrique et de l'électricité dans le district de Rimouski ; la construction des ponts et chaussées, la construction d'édifices publics et privés ; la vente et l'achat et l'exploitation des immeubles ; l'achat, la vente et le commerce des matériaux ou objets se rattachant aux articles de fonderie et machinerie ; la fabrication et le commerce d'instruments aratoires, des véhicules de toute sorte, la construction en bois, brique, grès, pierres naturelles et artificielles et béton ; la construction et l'exploitation des aqueducs et égouts et pour ces fins creuser et faire des tranchées autant qu'il en sera besoin dans les chemins, routes, ruelles, carrés, voies publiques dans les limites des cités, villes, villages, cantons et paroisses de cette province, en obtenant préalablement le consentement de ces différentes municipalités, faire le commerce comme entrepreneur, faire le commerce de bois, l'achat et la vente des limites à bois et l'exploitation des moulins à scie, à farine et pour la réduction des métaux, sous le nom de "La Compagnie de Fonderie et Machinerie, Limitée," avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en trois mille neuf cent soixante (3960), action de vingt-cinq piastres (\$25.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province de Québec, sera dans le village de Mont-Joli.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juillet 1908.

2515

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "Eastern Concrete Construction Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Lambert.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assi-

"thirty" by the word "two" and by adding the words "every school commission or".

2554

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

No. 1897.08.

DÉPARTEMENT DE PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval normal school, in Quebec, on Wednesday, the twenty sixth day of August next, 1908, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the eighteenth day of August next, send a request for that purpose to Mr. J. N. Miller, joint secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

J. N. MILLER,
Joint secretary.

Quebec, 11th July, 1908.

2540

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of July 1908, incorporating Messrs. Joseph Auguste Ross, physician, of Sainte Flavie Station, Joseph Arthur Guilmette, agent of bank, of Sainte Flavie Station, Alfred Léofred, civil engineer, of Québec, Arthur Charles Landry, gentleman, Antonin Voyer, merchant, of Sainte Flavie Station, for the following purpose, to wit: the making sale and exchange of metals and objects of metallurgy, machinery, tools, the construction of telegraphs and telephones, the working of water powers, powers of electric light and of electricity in the district of Rimouski, the construction of bridges and roads the construction of public and private buildings, the sale, purchase and working of immovable property, the purchase, sale and trade of and in materials and objects connected with founderies and machinery, the manufacture and trade in farming implements, and vehicles of all kinds, construction in wood brick, stone-ware, natural and artificial stone and concrete, the construction and working of water works and works of drainage and for these purposes to dig and make trenches as far as necessary in the roads, by-roads, squares, public ways within the limits of cities, towns, villages, townships and parishes of this province, by first obtaining the consent of these various municipalities, carry on business as contractors, to carry on the lumber business, the purchase and sale of timber limits and the working of saw mills and flour mills and for the reduction of metals, under the name of "La Compagnie de Fonderie et Machinerie, Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into three thousand, nine hundred and sixty (3960) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, in the province of Québec, shall be in the village of Mont-Joli.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourth day of June, 1908.

2516

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

The Company "Eastern Concrete Construction Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Saint Lambert.

Its principal agent, for the purpose of receiving

gnations : n toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John R. Nichols, de Saint-Lambert.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 6 juin 1908.

La compagnie "Northern Chemical Works" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Weedon Centre.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Walter Cate, de la ville de Sherbrooke.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 6 juin 1908.

2519

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres ravaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John R. Nichols, of Saint Lambert.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 6th June, 1908.

The Company "Northern Chemical Works" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province is at Weedon Centre.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Walter Cate, of the town of Sherbrooke.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 6th June, 1908.

2520

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C.

2125

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills in the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2126

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

C. L. O.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en us de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of

la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2127 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

District de Montréal.—Cour Supérieure.
No 2623.

Dame Esther Heideman, épouse commune en biens de Louis Crystal, agent, tous deux de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

Le dit Louis Crystal, Défendeur.
La dite demanderesse a poursuivi le défendeur en séparation de biens.

M. G. LAROCHELLE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 7 juillet 1908. 2561

the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2128 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notices

District of Montreal.—Superior Court.
No. 2623.

Dame Esther Heideman, wife common as to property of Louis Crystal, agent, both of Montreal, duly authorized to the present action,
Plaintiff;

vs

Said Louis Crystal, Defendant.
Said plaintiff has taken against defendant an action in separation as to property.

M. G. LAROCHELLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th July, 1908. 1908

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7980.

Dame Ada E. Snyder, du canton de Potton, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Guy G. Griggs, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice pour toutes fins de la présente action,

Demanderesse ;

vs

Le dit Guy G. Griggs, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4^e jour de juillet 1908.

McKEOWN & BOIVIN,
Procureurs de la demanderesse.
Sweetsburg, 4 juillet 1908. 2523

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7981.

Dame Letitia Miles, du village de Granby, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de A. Newton Horner, ci-devant du même lieu, maintenant absent de la dite province, de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice pour toutes fins de la présente action,

Demanderesse ;

vs

Le dit A. Newton Horner, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4^e jour de juillet courant 1908.

McKEOWN & BOIVIN,
Procureurs de la demanderesse.
Sweetsburg, 4 juillet 1908. 2525

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2948.

Dame Philomène Berthiaume, de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Laurent Bourrassa, menuisier, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

L. C. MEUNIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 27 juin 1908. 2411-2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 724.

Dame Emerilda Lavoie, de la paroisse de Notre-Dame de Charny, comté de Lévis, épouse commune en biens de Siméon Lavoie, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Siméon Lavoie, entrepreneur, de Notre-Dame de Charny, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trentième jour de juin 1908.

TESSIER & COUILLARD,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 30 juin 1908. 2425-2

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4341.

Dame Albina Denis, de la ville de Berthier, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Joseph Louis Candide Desy, ci-devant cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Louis Candide Desy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

J. A. PIETT,
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 27 juin 1908. 2463-2

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7980.

Dame Ada E. Snyder, of the township of Potton, in the district of Bedford, wife common as to property of Guy G. Griggs, of the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice for all the purposes of the present action,

Plaintiff ;

vs

The said Guy G. Griggs, Défendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 4th day of July instant, 1908.

McKEOWN & BOIVIN,
Attorneys for plaintiff.
Sweetsburg, 4th July, 1908. 2524

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7981.

Dame Letitia Miles, of the village of Granby, in the district of Bedford, wife common as to property of A. Newton Horner, heretofore of the same place, now absent from said province in parts unknown, and duly authorized to ester en justice for all the purposes of the present action,

Plaintiff ;

vs

The said A. Newton Horner, Défendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, this 4th day of July instant, 1908.

McKEOWN & BOIVIN,
Attorneys for plaintiff.
Sweetsburg, 4th July, 1908. 2526

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2948.

Dame Philomène Berthiaume, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Laurent Bourrassa, carpenter joiner, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

L. C. MEUNIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 27th June, 1908. 2412

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 724.

Dame Emerilda Lavoie, of the parish of Notre Dame de Charny, county of Lévis, wife common as to property of Siméon Lavoie, contractor, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

Siméon Lavoie, contractor, of Notre Dame de Charny, Défendant.
A suit for separation of property has been instituted in this cause this 30th June, 1908.

TESSIER & COUILLARD,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 30th June, 1908. 2426

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4341.

Dame Albina Denis, of the town of Berthier, in the district of Joliette, wife common as to property of Joseph Louis Candide Desy, heretofore farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Louis Candide Desy, Défendant.
An action for separation as to property has, been this day, instituted in this cause.

J. A. PIETT,
Attorney for plaintiff.

Joliette, 27th June, 1908. 2464

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1747.

Dame Mathildé Laliberté, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse d'Emery Calvé, entrepreneur menuisier, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 22 juin 1908. 2359.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3040.

Dame Marie Béchard, de la ville Saint-Louis, dit district, épouse commune en biens de Lazare Label, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 31 mars 1908.

ST-JULIEN & THEBERGE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, juin 1908. 2361.3

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 427.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 20 juin 1908, par Dame Philonise Gauthier, dûment autorisée en justice, épouse de Georges Lepage, blanchisseur, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, contre le dit Georges Lepage, son époux

PREVOST, RINFRET & MARCHAND.

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 20 juin 1908. 2353.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1688.

Dame Sarah Maria Birrell, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Small, plombier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

G. A. MARSAN,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 juin 1908. 2257.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2501.

Dame Alexandrine Drolet, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Alfred Gauthier, contracteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Défendeur.

La demanderesse a, le 30e jour d'avril 1908, institué contre le défendeur, une action en séparation de biens.

ROY, ROY & MOLLEUR,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 30 avril 1908. 2229-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 224.

Dame Maria Lafortune, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Donat Gilbert, agent, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

G. A. MARSAN,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 juin 1908. 2255.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1747.

Dame Mathildé Laliberté, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, wife of Emery Calvé, master joiner, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,

Advocates of plaintiff.

Montreal, 20th June, 1908. 2360

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3040.

Dame Marie Béchard, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife common as to property of Lazare Label, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case the 31st of March, 1908.

ST-JULIEN & THEBERGE,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, June, 1908. 2362

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 427.

An action for separation as to property has been instituted this 20th of June, 1908, by Philonise Gauthier, duly authorized to appear before the court, wife of Georges Lepage, washerman, of the town of Saint Jeroms, district of Terrebonne, against the said Georges Lepage.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 20th June, 1908. 2354

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1688.

Dame Sarah Maria Birrell, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Small, plumber, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

G. A. MARSAN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th June, 1908. 2258

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2501.

Dame Alexandrine Drolet, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alfred Gauthier, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

Defendant.

The plaintiff has brought, on the 30th day of April, 1908, against the defendant, a suit for separation of property.

ROY, ROY & MOLLEUR,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th April, 1908. 2230

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 224.

Dame Maria Lafortune, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Donat Gilbert, agent, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

G. A. MARSAN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th June, 1908. 2256

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 4283.

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court*
 No. 4283.

Dame Geneviève Robillard, de la paroisse de Saint-Norbert, dans le district de Joliette, épouse d'Odilon Désalliers, ci-devant marchand, de la dite paroisse de Saint-Norbert, dit district, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

Dame Geneviève Robillard, of the parish of Saint Norbert, in the district of Joliette, wife of Odilon Desalliers, formerly merchant, of the said parish of Saint Norbert, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings,
 Plaintiff ;

vs
 Le dit Odilon Désalliers, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour du mois d'avril 1908.

vs
 The said Odilon Desalliers, Defendant.
 A suit for separation of property has been brought in this cause, on the twelfth day of the month of April, 1908.

J. A. PIETTE,
 Avocat de la demanderesse.
 Joliette, 10 juin 1908. 2265-4

J. A. PIETTE,
 Attorney for plaintiff.
 Jol'ette, 10th June, 1908. 2266

DISTRICT ÉLECTORAL DE QUÉBEC-OUEST
 ELECTION DU 8 JUIN 1908.

ELECTORAL DISTRICT OF QUEBEC WEST
 ELECTION OF THE 8th JUNE, 1908.

Etat des dépenses de l'honorable John C. Kaine, candidat à la susdite élection, par son agent B. F. McMahon, écr., et de ses dépenses personnelles : Location de salles de comités, listes électorales, papeterie, timbres de poste, dépenses cléricales..... \$264 75
 Impressions et annonces, loyer de club pour assemblées, voitures pour l'agent du candidat..... 93.50
 \$358 25
 B. F. McMAHON,
 Agent du candidat.

Statement of expenses of Honorable John C. Kaine, candidate at the said election, by his agent B. F. McMahon, esq., and of his personal expenses : Committee rooms, rent, electoral list, stationery, a.c., postage stamps, clerks and checkers \$264.75
 Printing and advertising, rent of clubs for meeting, carters for driving agent..... 93.50
 \$358.25
 B. F. McMAHON,
 Agent of the candidate.

Les susdits comptes sont ouverts pour inspection au bureau du shérif de Québec, sur paiement de vingt centins.
 ED. BEGIN,
 Officier-rapporteur.
 Québec, 9 juillet 1908. 2585

The above accounts are open for inspection at the sheriff's office, Quebec, on payment of twenty cents.
 ED. BEGIN,
 Returning officer,
 Quebec, 9th July, 1908. 2586

Avis est par les présentes donné qu'à l'expiration de deux mois de cette date, suivant la loi des "Compagnies de Cimetières", la compagnie de cimetièrre dite : "The Cookshire Union Cemetery Company" s'adressera par requête au lieutenant-gouverneur de cette province, en conseil, pour obtenir l'autorisation de céder à la fabrique de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire la partie de terrain affectée actuellement à l'inhumation des catholiques romains.

Notice is hereby given that in two months from this date, according to the Cemetery Companies Laws, a petition will be made to the Lieutenant Governor in Council, by the "Cookshire Union Cemetery Company" to obtain the authorization to transfer and convey to the fabrique of the parish of Saint Camille of Cookshire the part of land already assigned to the inhumation of roman catholics.

LOUIS BERTRAND, N. P.,
 Procureur de "The Cookshire Union Cemetery Company".
 Cookshire, 13 juin 1908. 2269.4

LOUIS BERTRAND, N. P.,
 Attorney for "The Cookshire Union Cemetery Company".
 Cookshire, 13th June, 1908. 2270

Province de Québec.—Province of Quebec.

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Liste des candidats à l'examen pour demande à l'étude, à être tenue le 7 juillet 1908.

Liste of students at examination for application to study, to be held 7th July, 1908.

Nom. — N ^o me.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.	Ecoles et Collèges. — Schools and Colleges.
Stockwell,	Ralph F.	22 ans—year.	Danville	Danville Academy.—McGill University.

CHAS. D. WHITE,
 Secrétaire, barreau de Saint-François.—Secretary, Bar of Saint Francis.
 Daté 30 juin—Dated 30th June, 1908. 2453-54.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
In re J. O. Samson & Cie., Montréal,

Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 3^e jour de juillet 1908, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint Jacques,
Montréal, 3 juillet 1908.

2495

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour Supérieure

In re J. Alphonse Dugas, de la paroisse de Saint-Jacques, dans le district de Joliette, et y faisant affaires comme marchand général, sous la raison sociale de E. Dugas & Fils,

Débiteur insolvable ;

et

Euclide Dugas, bourgeois, du même lieu,

Créancier requérant cession.

Avis vous est par le présent donné que le dit débiteur, a fait, ce jour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Joliette.

M. GRANGER,

Gardien provisoire.

Joliette, 6 juillet 1908.

2537

District de Chicoutimi.

Joseph Chaballe, de la ville de Chicoutimi, marchand, a, le 2 juillet 1908, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 juillet 1908.

2559

District de Québec.

Re Siméon Lavoie, industriel, Notre-Dame de Charny, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 7 juillet 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 juillet 1908.

2557

District de Gaspé.

Re W. H. Clapperton et T. B. Clapperton, Maria Capes, marchands, Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 8 juillet 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 8 juillet 1908.

2555

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In re J. O. Samson & Co., Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 3rd day of July, 1908, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,

J. WILFRID MICHAUD,

Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 3rd July, 1908.

2496

Province of Québec, }
District of Joliette. } Superior Court.

In re J. Alphonse Dugas, of the parish of Saint-Jacques, in the district of Joliette, carrying on business as a general merchant, under the name and style of E. Dugas & Fils,

Insolvent debtor ;

and

Euclide Dugas, gentleman, of the same place,

A creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his estate for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Joliette.

M. GRANGER,

Provisional guardian.

Joliette, 6th July, 1908.

2538

District of Chicoutimi.

Joseph Chaballe, of the town of Chicoutimi, merchant, has, on the 2nd of July, 1908, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.,
Québec, 8th July, 1908.

2560

District of Québec.

Re Simeon Lavoie, industrial, Notre-Dame de Charny, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 7th July, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 8th July, 1908.

2558

District of Gaspé.

Re W. H. Clapperton and T. B. Clapperton, Maria Capes, merchants, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 8th July, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 8th July, 1908.

2556

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
In re Delle Sophie Lacasse, Saint-André Avelin,
 Québec, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le 25^{ème} jour de juin 1908, par ordonnance de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
 Curateur.

Bureau: 99, rue Saint-Jacques
 Montréal, 7 juillet 1908. 2531

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Patrick James Kavanagh, hôtelier, Montréal,
 Insolvable.

Avis est donné que, le 7^e jour de juillet 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains, dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL LS. TURGEON,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, rue Saint-François Xavier, Montréal. 2535

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Silverstone Bros, Montréal,
 Faillie.

Avis est par le présent donné que les dits faillies ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
 Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 30 juin 1908. 2573

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re "Colonial Post Card Co.", Montréal,
 Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 8^e jour de juillet 1908, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la susdite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud.
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 8 juillet 1908. 2577

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Maria Bergeron, Montréal,
 Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 8^e jour de juillet 1908, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la susdite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 8 juillet 1908 2575

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*

In re Miss Sophie Lacasse, Saint André Avelin,
 Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th day of June, 1908, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
 Curator,

Office: 99, Saint James street.
 Montreal, 7th July, 1908. 2532

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Patrick James Kavanagh, hotelkeeper, Montreal,
 Insolvent.

Notice is given that, on the 7th day of July, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
 PAUL LS. TURGEON,
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier street, Montreal. 2536

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Silverstone Bros, Montreal,
 Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

ARTHUR W. WILKS,
 Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street.
 Montreal, 30th June, 1908. 2574

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Colonial Post Card Co., Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 8th day of July, 1908, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud.
 205, Saint James street.
 Montreal, 8th July, 1908. 2578

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Maria Bergeron, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 8th day of July, 1908, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street.
 Montreal, 8th July, 1908. 2576

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Elmire Emond, femme judiciairement séparée de biens de Victor Gauthier, faisant affaires à Drummondville, Qué., comme marchande en marchandises sèches, hardes faites et chaussures, a fait, le 6ième jour de juillet 1908, une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district d'Arthabaska, conformément à la loi.

VINCENT LAMARRE,
Pro-gardien provisoire.

Bureaux : 99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 7 juillet 1908. 2529

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Désautels et Lafrenaye, Faillie.

Avis est donné que, le six (6) juillet mil neuf cent huit, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens des dits Désautels et Lafrenaye, commerçants, de Saint-Barnabé, comté de Saint-Hyacinthe, qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites dans les trente jours de cet avis.

2569 J. N. CABANO,
Curateur.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 178.

Dans l'affaire de Louis Bouchard, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que Louis Bouchard, de la ville de Waterloo, a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 6 juillet 1908, au greffe du protonotaire de la cour supérieure, Sweetsburg.

ARTHUR W. WATSON,
Gardien provisoire.
Sweetsburg, 6 juillet 1908. 2565

Province de Québec, }
District de Rimouski, } *Cour Supérieure*
No 3678.
In re Olivier Gagné, Requérant cession ;

et
Jean-Baptiste Canuel, Saint-Pierre du Lac (Cedar Hall), commerçant de bois, Insolvable.

Avis est donné que le trois juillet 1908, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Jean-Baptiste Canuel, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

CHS. D'ANJOU, N. P.,
Curateur.
Rimouski, 8 juillet 1908. 2557

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

L'honorable Lomer Gouin, avocat et conseil du Roi, en sa qualité de procureur-général de la province de Québec, pour Sa Majesté le Roi, dans la dite province de Québec,

Requérant ;

vs
Robert B. Hutcheson, notaire, des cité et district de Montréal, Intimé ;

et
Fred W. Hibbard, avocat, du même lieu,
Mis-en-cause.

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Elmire Emond, wife judicially separated as to property of Victor Gauthier doing business at Drummondville, Que., as merchant in dry goods, ready made clothing and boots and shoes, has, on the 6th day of July, 1908, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors, at the protonotary's office of the superior court, for the district of Arthabaska, according to the law.

VINCENT LAMARRE,
Pro-provisional guardian.

Office : 99, Saint James street,
Montreal, 7th July, 1908. 2530

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In the matter of Desautels and Lafrenaye, Insolvents.

Notice is given that, on the sixth (6) day of July, one thousand nine hundred and eight, the undersigned was appointed, by an order of the superior court, curator in the matter of Désautels and Lafrenaye, traders, of Saint Barnabé, county of Saint Hyacinth, insolvents.

Creditors of said insolvents are requested to produce their claims at my office, in the city of Saint Hyacinth, within thirty days from date of present notice.

2570 J. N. CABANO,
Curator.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 178.

In the matter of Louis Bouchard, Insolvent.

Notice is hereby given that Louis Bouchard, of the town of Waterloo, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the 6th July, 1908, at the office of the protonotary of the superior court, Sweetsburg.

ARTHUR W. WATSON,
Provisional guardian.
Sweetsburg, 6th July, 1908. 2566

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court*
No 3678.
In re Olivier Gagné, Petitioner for assignment ;

and
Jean-Baptiste Canuel, Saint Pierre du Lac (Cedar Hall), lumberman, Insolvent.

Notice is given that on the third of July, 1908, the undersigned was, by an order of the court, appointed curator to the estate of the said Jean-Baptiste Canuel, who has made an assignment of his estate for the benefit of his creditors.

Claims, attested under oath, must be produced before me within thirty days of this notice.

* CHS. D'ANJOU, N. P.
Curator.
Rimouski, 8th July, 1908. 2568

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

The Honorable Lomer Gouin, advocate and King's Council, in his quality of attorney general for the province of Quebec, on behalf of His Majesty the King, in the said province of Quebec,

Petitioner ;

vs
Robert B. Hutcheson, notary, of the city and district of Montreal, Respondent ;

and
Fred W. Hibbard, attorney, of the same place,
Mis-en-cause.

Conformément à un ordre de cette honorable cour, en date du 18e jour de juin courant, avis est par les présentes donné à tous intéressés, que le dit requérant demande à être envoyé en possession de la succession de feu John McGuire, décédé à Montréal, le 21 avril 1899, et spécialement d'une somme d'argent entre les mains de l'intimé et du mis-en-cause, vu l'absence de tout héritier et d'aucun testament, et d'avoir à contester la dite requête sous un mois du présent avis.

JOS. ARCHAMBAULT,
Procureur du dit requérant.
Montréal, 3 juillet 1908. 2497

Notice is hereby given to all whom it may concern that pursuant to an order of this Honourable Court, dated the 18th of June instant, said petitioner prays in his said quality to be sent into possession of the vacant estate of the late John McGuire, who died at Montreal, on the 21st of April, 1899, and particularly of the sum of money now in the hands of the respondent and the *mis en-cause*, by reasons of the absence of any heir and will, and to contest said petition within one month of the present notice.

JOS. ARCHAMBAULT,
Attorney for the petitioner.
Montreal, 3rd July, 1908. 2498

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : { J. S. HEBERT, Deman-
No 132. } deur ; contre ALARIE
BINETTE, Défendeur.

Un terrain de deux arpents et demi de largeur à prendre du côté nord-est du lot numéro cinq cent quarante huit, du cadastre officiel du canton d'Irlande, sur huit arpents de profondeur, à partir du trait carré, entre les dixième et neuvième rangs du dit canton, à aller jusqu'au ruisseau qui traverse le dit immeuble—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT, Shérif.
Bureau du Shérif, 2533
Arthabaska, 6 juillet 1908.
[Première publication, 11 juillet 1908.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : { J. S. HEBERT, Plaintiff ;
No. 132. } J. against ALARIE BI-
NETTE, Defendant.

A piece of land of two and a half arpents in width of the north east side of lot number five hundred and forty eight, of official cadastre for the township of Ireland, by eight arpents in depth, starting from the square line, between the tenth and ninth ranges of the said township, till reaching the creek which runs through said immoveable—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien of Ireland, on the TWELFTH day of AUGUST next, 1908, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Sheriff's Office, 2534
Arthabaska, 6th July, 1908
[First published, 11th July, 1908.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir : { VITAL ELZEAR
No 1804. } PARADIS, curateur ;
contre ADELARD A. GRENON, failli.

1° Un emplacement formé du lot numéro deux cent sept B (207 B), du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, et d'une partie du lot numéro deux cent sept A (207 A), du susdit cadastre, de 20 pouces de largeur sur toute la profondeur du dit lot numéro (207 A) du côté est d'icelui et d'une largeur du numéro 204, du susdit cadastre, de 22 pouces de largeur sur 39 pieds de profondeur, à partir de la rue Racine du côté ouest du dit No 204—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances—avec un droit de passage de 8 pieds de largeur à la profondeur du dit lot No 207 A, depuis l'avenue Lafontaine à aller à la demeure de A. A. Grenon.

2° Le lot No 207 C, du cadastre de la ville de Chicoutimi ; à distraire du susdit lot en faveur de Mme Morin, épouse de Albert Lamontagne, de l'usage à perpétuité d'un chemin mitoyen de 8 pieds de largeur sur 45 pieds de profondeur, depuis l'avenue Lafontaine, et à prendre ce dit chemin du

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit : { VITAL ELZEAR PARA-
No. 1804. } DIS, curator ; against
ADELARD A. GAGNON, insolvent.

1. A lot made up of lot number two hundred and seven B (207 B), of the official cadastre of the town of Chicoutimi, and of a part of lot number two hundred and seven A (207 A), of the said cadastre, of 20 inches in width by the whole depth of the said lot number (207 A), on the east side thereof and of a strip of number 204, of the said cadastre, of 22 inches in width by 39 feet in depth, starting from Racine street on the west side of the said No. 204—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies—with right of passage of 8 feet in width by the depth of the said lot No. 207 A, from Lafontaine avenue to the residence of A. A. Grenon.

2. Lot No. 207 C, of the cadastre of the town of Chicoutimi ; reserving from the said lot in favor of Dame Morin, wife of Albert Lamontagne, the use forever of a common road of 8 feet in width by 45 feet in depth, from Lafontaine avenue, and to take this said road on the north side of

côté nord du dit No 207C— et avec réserve en faveur de L. G. Belley, avocat, du droit de vue et châtis sur le dit lot No 207 C.

Pour être vendus dans le bureau du soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET prochain.

O. BOSSE, Shérif.
Bureau du Shérif, 2273.2
Chicoutimi, 15 juin 1908.
[Première publication, 20 juin 1908.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, } U BALDE GARAND ET
Province de Québec, } TANCREDE D.
District d'Iberville. } TERROUX, tous deux
No 2028. } banquiers, de la cité et du
district de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société, sous les nom et raison sociale de Garand, Terroux & Cie, Demandeurs; contre AUGUSTE BOUSQUET, de la cité et district de Montréal, Défendeur, et Auguste Joseph Allaire, teneur de livres, de la ville de Saint Jean, dans le district d'Iberville, en sa qualité de cessionnaires du jugement obtenu par les demandeurs, contre le défendeur, Auguste Bousquet, en vertu d'un transport sous seing privé en date du 28 juin 1908, et signifié au dit défendeur, Auguste Bousquet, le 29 juin 1908, cessionnaire, savoir :

1° (a) Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné sous le numéro cinq cent cinquante-six, aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Saint-Jean, pour la dite ville de Saint-Jean, contenant le dit terrain cent trente-neuf mille trois cent quatre-vingt-douze pieds en superficie, plus ou moins; et étant borné à l'est par la rue Saint-Jean, à l'ouest par la rue Albert, au sud par la rue Lemoine, et au nord par *The Montreal & Champlain Railway*,—y compris toutes les bâtisses et toutes machineries de quelque nature qu'elles soient, situées sur le dit lot, tous les arbres de couche, courroies, engins, bouilloires, matériaux et accessoires.

(b) Tous les droits et prétentions du dit insolvable défendeur, consistant dans des droits de grève, privilèges et pouvoirs d'eau dans la rivière Yamaska, vis-à-vis de l'immeuble de M. Adolphe Mongeau, le dit immeuble connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-seize (196), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe—avec droit d'asseoir une digue (dam) de l'abouter et de l'accoster sur la grève et sur la côte de tel terrain.

(c) Un terrain connu comme partie des lots numéro quatre cent quarante-huit et quatre cent quarante-neuf (448 et 449), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Césaire, de la contenance de quatre arpents en superficie, à prendre en longeant la grève de la rivière Yamaska, comprenant un passage pour communiquer du chemin public au dit terrain; de plus, tous les droits de grève et tous les droits de pouvoirs et de privilèges d'eau que le dit défendeur, Auguste Bousquet, possède dans la dite rivière Yamaska, vis-à-vis les dits numéros 448 et 449, avec le droit de placer une digue (dam) et de l'asseoir dans la dite rivière et de l'accoster et abouter sur les côtes et rives.

(d) Un certain nombre de servitudes affectant les lots Nos deux cent trente-sept deux cent trente-

the said No. 207 C— and with a reservation in favor of L. G. Belley, advocate, of the right of view and of having windows on the said lot No. 207 C.

To be sold at the office of the undersigned sheriff, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY FIRST day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE, Sheriff.
Sheriff's Office, 2274
Chicoutimi, 15th June, 1908.
[First published, 20th June, 1908.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } U BALDE GARAND AND
Province of Québec, } TANCREDE D.
District of Iberville. } TERROUX, both bankers,
No. 2028. } of the city and district of
Montreal, and there doing business together in partnership, under the name and style of Garand, Terroux & Co., Plaintiffs; against AUGUSTE BOURGET, of the city and district of Montreal, Defendant; and Auguste Joseph Allaire, bookkeeper, of the town of Saint John, in the district of Iberville, in his capacity of transferee of the judgment obtained against the defendant, Auguste Bousquet, by virtue of a transfer under private seal, dated 28th June, 1908, and served upon the said defendant, Auguste Bousquet, on the 29th June, 1908, transferee, to wit:

1. (a) A lot of land situate in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated under the number five hundred and fifty six, on the official plan and book of reference of the county of Saint Johns, for the said town of Saint Johns, containing the said piece of ground one hundred and thirty nine thousand three hundred and ninety two feet in superficies, more or less, and being bounded to the east by Saint John street, to the west by Albert street, to the south by Lemoine street, to the north, by "The Montreal and Champlain Railway", with all the buildings thereon erected and the machineries of whatever nature they may be, situated on the said lot, all the shafts, belts, engines, boilers, materials and accessories.

(b) All the rights and pretensions of the said defendant consisting in shore rights, privileges and water powers in the river Yamaska, opposite the immovable of Mr. Adolphe Mongeau, the said immovable known and designated under the number one hundred and ninety six (196), of the official cadastre of the parish of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinthe—with the right to place a dam, to set it and to put it along side of the shore and on the coast of such piece of grounds.

(c) A piece of ground known as part of the lots Nos. four hundred and forty eight and four hundred and forty nine (448 and 449), of the official cadastre of the parish of Saint Césaire, containing four arpents in superficies, to take along the shore of the Yamaska river, including a passage way to communicate from the public road to the said piece of ground; moreover, all the shore rights and all the power rights and water privileges that the said defendant possesses in the said river Yamaska, opposite the said numbers 448 and 449, with the right to place a dam and to set it in the said river and to put it along side and to fix it on the coast and shores.

(d) A certain number of servitudes affecting the lots Nos. two hundred and thirty seven, two hun-

huit, trois cent vingt-sept, deux cent quatre vingt-un, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-deux, trois cent deux et trois cent trois (Nos 237, 238, 327, 281, 282, 245, 248, 242, 302 et 303), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, district de Saint-Hyacinthe, et les lots Nos deux cent cinquante et un, cent quatre-vingt-quatorze et quatre cent soixante et deux (Nos 251, 194 et 462), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville.

(e) Un emplacement situé dans la dite ville de Saint-Jean, au côté est de la rue Richelieu, connu et désigné sous le numéro trente-trois, du cadastre officiel de la dite ville de Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites. A dis reira, pendant, ce dit lot de terre la partie vendue au chemin de fer Le Pacifique Canadien, par acte sous seing privé, passé le vingt septembre mil neuf cent, partie de terrain dont les limites et les bornes ont été fixées par acte passé entre Sa Majesté la Reine et Henderson Black *et al*, devant M^{re} A. N. Déland, notaire, le 1er octobre 1900.

(f) Une digue (dam) en construction dans la dite rivière Yamaska, vis-à-vis les dits lots Nos 196, 448 et 449, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Césaire.

(g) Les quais, les canaux, les dynamos, les transformateurs, les bâtisses, l'outillage, les ustensiles, les matériaux, une ligne de transmission électrique allant de la dite digue à la dite ville de Saint-Jean, et s'étendant par les rues de la dite ville de Saint-Jean, les poteaux, le fil de transmission, les compteurs, etc., etc., en un mot tout ce que le dit défendeur, Auguste Bousquet, possède pour l'exploitation du pouvoir connu sous le nom de "Pouvoirs Hydrauliques d'Iberville et Saint-Césaire." A distraire de la dite vente en bloc des dites propriétés immobilières, toute cette partie du dit immeuble numéro 556, du cadastre de la ville de Saint-Jean sus-mentionné et décrit qui n'est pas compris dans les bornes suivantes, savoir :

Une portion du dit lot bornée au sud par la limite extrême sud du mur de la construction de brique et tôle rouges, y existant au nord par le chemin de fer Montréal et Champlain, à l'est par la rue Saint-Jean, et à l'ouest par l'extrémité ouest de la dite construction en brique et tôle rouges, la dite portion de terrain ayant du côté est de la borne sud à la borne nord, cent cinq pieds et huit pouces, du côté sud de la borne est à la borne ouest, deux cent deux pieds et neuf pouces, du côté ouest de la borne sud à la borne nord, cent quatre-vingt-neuf pieds et un pouce, du côté nord, de la borne est à la borne ouest, deux cent deux pieds et neuf pouces le tout formant une superficie d'environ vingt-neuf mille quatre-vingt-quinze pieds mesure anglaise, plus ou moins—avec la dite construction en brique et tôle rouges ci-dessus érigée.

2^e Le terrain plus bas décrit comprenant cette bâtisse en brique ayant cinquante trois pieds de front par soixante et quinze pieds de profondeur, située en arrière de la bâtisse des pompes de l'aqueduc de Saint-Jean. Cette bâtisse en premier lieu mentionnée où se trouvent les machines et machineries électriques du dit défendeur, forme partie du lot numéro quatre, du cadastre de la ville de Saint-Jean, et de partie de l'accroissement du dit lot et le terrain sur lequel se trouve cette bâtisse est borné au sud par la rue Lemoine, à l'est par la grève de la rivière Richelieu, au nord et à l'ouest par le résidu du dit lot No 4, ainsi que les dynamos, bouilloires, transformateurs, machines, machineries, etc., etc., servant à l'exploitation du pouvoir connu

dred and thirty eight, three hundred and twenty seven, two hundred and eighty one, two hundred and eighty two, two hundred and forty five, two hundred and forty eight, two hundred and forty two, three hundred and two and three hundred and three (Nos. 237, 238, 327, 281, 282, 245, 248, 242, 302 and 303), of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, in the district of Saint Hyacinth, and the lots Nos. two hundred and fifty one, one hundred and ninety four and four hundred and sixty two (Nos. 251, 194 and 462), of the official cadastre of the parish of Sainte Brigide, district of Iberville.

(e) An emp'acement situate in the said town of Saint Johns, on the east side of Richelieu street, known and designated under the number thirty three, of the official cadastre of the said town of Saint Johns—with the buildings thereon erected. To withdraw, however, of the said lot of land that part sold to The Canadian Pacific Railway Company, by deed under private seal, passed the twentieth September, one thousand nine hundred, part of ground of which the limits and the boundaries have been set by deed passed between Her Majesty The Queen and Hender-on Black *et al*, before M^{re} A. N. Deland, notary, on the first of October, one thousand nine hundred.

(f) A dam in construction in the said river Yamaska, opposite the said Nos. 196, 448 and 449, of the official cadastre of the parish of Saint Césaire.

(g) The wharfs, the canals, the dynamo, the transformers, the buildings, the tools, the utensils, the materials, an electric transmission line starting from the said dam to the said town of Saint Johns, and stretching in the streets of the said town of Saint Johns, the poses, the transmission wire, the meters &c., &c., in a word all that the said of the said defendant, Auguste Bousquet, possesses for the working of the powers known under the name of "Iberville and Saint Césaire Hydraulics Powers." To be deducted from (distrait) of the said sale en bloc of the said immovable properties all that part of the said immovable No 556, of the cadastre of the said town of Saint John above mentioned and described, which is not comprised in the following boundaries, to wit :

A part of the said lot bounded to the south by the furthest southern point of the wall of the red brick and sheet iron building thereon, to the north by the Montreal & Champlain Railway, to the east by Saint John street, and to the west by the furthest western point of the said red brick and sheet iron building, the said part of ground having on the east side, from the southern boundary to northern boundary, one hundred and five feet and eight inches, on the south side, from the eastern boundary to the western boundary, two hundred and two feet and nine inches, on the west side from the southern boundary to the northern boundary, one hundred and eighty nine feet and one inch, to the north side, from the eastern boundary to the western boundary, two hundred and two feet and nine inches, the whole forming a superficies of about twenty nine thousand and ninety five feet, english measure, more or less—with the said red brick and sheet iron building thereon erected.

2. The piece of ground hereafter described comprising that brick building having fifty three feet in front by seventy five feet in depth, situate in rear of the pump-house of the Saint Johns' water work. This building firstly mentioned where are found the machineries and electric machineries of the said defendant, forming part of the lot No. 4, of the cadastre of the said town of Saint John, and of the increased portion of the said lot, and the ground on which that building stands is bounded to the south by the projected Lemoine street, to the east by the shore of the Richelieu River, to the north and to the west by the remainder lot No. 4, as well as the dynamos, boilers, transformers, machines, machineries, &c., &c., used in the work-

sous le nom de Pouvoirs Hydrauliques d'Iberville et Saint-Césaire.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, dans la ville de Saint-Jean susdite, le ONZIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 8 juillet 1908. 2563
[Première publication, 11 juillet 1908.]

ing, of the powers known under the name of the Iberville and Saint Césaire Hydraulic powers.

To be sold *en bloc*, in my office, in the town of Saint John aforesaid, on the ELEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's Office, Sheriff,
Saint Johns, 8th July, 1908. 2564
[First published, 11th July, 1908.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE OGILVIE FLOUR**
No 1377. } **MILLS COMPANY,**
LIMITED, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principal place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **FRANCOIS XAVIER MIREAULT**, de la ville de De Lorimier, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, portant le numéro onze (11), de la subdivision du lot numéro douze cent quatre vingt-dix-neuf (1299), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la dite cité de Montréal ; borné en front par la rue Gauthier—avec une maison et autres bâtisses sus érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 7 juillet 1908. 2527
[Première publication, 11 juillet 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WILLIAM S. DAVID-**
No 1251. } **SON**, de la cité de Edinburg, en Ecosse, gérant, et **DAVID DAVIDSON**, de la cité de Londres, Angleterre, courtier, en leur qualité de fidéicommissaires en vertu des dispositions de fiducie de feu David Davidson, en son vivant ci-devant trésorier de la Banque d'Ecosse, et à sa mort de Wimbledon Common, en Angleterre, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **ANTOINE ROBERT**, de la ville de Notre-Dame des Neiges, district de Montréal, Défendeur.

Un certain lot de terre connu comme subdivision numéro quatre (4), du plan officiel de la subdivision du lot du cadastre numéro neuf cent sept (907), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds et demi (24½) de front sur cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise—avec les bâtisses sur-érigées portant les numéros civiques 94, 96 et 98 ; et borné en front par l'avenue Laval, avec le droit de passage dans une ruelle en arrière du dit lot, en commun avec les autres personnes.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 8 juillet 1908. 2579
[Première publication, 11 juillet 1908.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE OGILVIE FLOUR**
No. 1377. } **MILLS COMPANY, LI-**
MITED, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **FRANCOIS XAVIER MIREAULT**, of the town of DeLorimier, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, bearing the number eleven (11), of the subdivision of the lot number twelve hundred and ninety nine (1299), of the official plan and book of reference of the Saint Mary's ward, of the said city of Montreal ; bounded in front by Gauthier street—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 7th July, 1908. 2528
[First published, 11th July, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **WILLIAM S. DAVID-**
No. 1251. } **SON**, of the city of Edinburgh, in Scotland, manager, and **DAVID DAVIDSON**, of the city of London, in England, broker, in their quality of trustees under the trust disposition and settlement of the late David Davidson, in his lifetime formerly treasurer of the Bank of Scotland, and at the time of his death of Wimbledon Common, in England, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **ANTOINE ROBERT**, of the town of Notre-Dame des Neiges, district of Montreal, Defendant.

A certain lot of land known as subdivision number four (4), of the official subdivision plan of lot cadastral number nine hundred and seven (907), of the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal, measuring twenty four and a half feet (24½), in front by one hundred (100) feet in depth, english measure—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 94, 96 and 98 ; and being bounded in front by Laval avenue, with a right of passage in a lane in rear of said lot, in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 8th July, 1908. 2580
[First published, 11th July, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE STANDARD LIFE**
No 2859. } **ASSURANCE COMPANY,** corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **ANTOINE ROBERT**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Tout ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier sous le numéro neuf cent cinquante-trois (953) avec les bâisses sus-érigées, consistant en une bâisse en bois sur la rue Saint-Jacques, divisée en deux magasins avec logement au-dessus, une maison en bois à deux logemens sur la ruelle Saint-David, une bâisse sur la rue Saint-Jacques divisée en deux magasins avec logemens au-dessus en briques.

2° Trois lots de terre contigus situés sur la rue Versailles, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, connus aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous les numéros cinquante-six, cinquante-sept et cinquante-huit (56, 57, et 58), de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante six (466), chacun des dits lots contenant vingt-trois pieds, cinq pouces de front sur quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de passage en commun avec les autres personnes dans les deux ruelles portant respectivement les numéros soixante et huit et soixante et neuf, de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent soixante et six ; les dites ruelles communiquant de la rue Versailles avec les dits lots et *vice versa*, mais sans aucun droit d'encombrer ou obstruer les dites ruelles en aucune manière quelconque—avec deux maisons à logemens de pierre et de briques sus-érigées ; ces dits trois lots formant qu'un seul lot de terre.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 juin 1908. Député Shérif] 2301.2
[Première publication, 20 juin 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH ALDERIC**
No 6924. } **ROBILLARD ET**
ERNEST TETREAU, tous deux avocats, de Montréal, et pratiquant ensemble comme tels sous le nom de Robillard & Tétreau, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **HORACE GALARNEAU**, de Montréal, en sa qualité de curateur dûment nommé à la personne et aux biens de Marie Louise Galarneau, fille majeure, de Montréal, Défendeur, *ex-qualité*.

Un terrain situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal—avec circonstances et dépendances ; borné en front par la rue Saint-André, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le (No 59 B) numéro cinquante-neuf B, de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatre cent quatre-vingt-huit.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 juin 1908. Député Shérif] 2303-2
[Première publication, 20 juin 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE STANDARD LIFE**
No. 2859. } **ASSURANCE COMPANY,** a body corporate and politic, having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ANTOINE ROBERT**, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. The whole of that certain lot of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, known on the official plan and book of reference of the said ward by the number nine hundred and fifty three (953)—with the buildings thereon erected, consisting of a wooden building on Saint James street, divided into two shops with dwelling overhead, a wooden house of two dwellings on Saint David lane, a building on Saint James street, divided into two shops with dwellings overhead of bricks.

2 Three contiguous lots of land situate on Versailles street, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, known on the official plan and book of reference of the said ward, as numbers fifty six, fifty seven and fifty eight (56, 57 and 58) of the official subdivision of lot number four hundred and sixty six (466), containing each of said lots twenty three feet, five inches in front by ninety eight feet in depth, english measure and more or less, with right of passage in common with all others in the two lanes bearing respectively the numbers sixty eight and sixty nine, of the said official subdivision of said lot number four hundred and sixty six ; said lanes communicating from Versailles street with said lots and *vice versa*, but with no right to encumber or obstruct the said lanes in any way whatsoever—with two tenement houses of stone and brick thereon erected ; those said three lots forming only one plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th June 1908. 2302
[First published, 20th June, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOSEPH ALDERIC ROBIL-**
No. 6924. } **LARD AND ERNEST**
TETREAU, both advocates, of Montreal, and practising together as such under the firm of "Robillard & Tétreau", Plaintiffs ; against the lands and tenements of **HORACE GALARNEAU**, of Montreal, in his quality of curator to the person and to the rights of Marie Louise Galarneau, spinster, of Montreal, Defendant *ès-qualité*.

A lot situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal—with circumstances and dependencies ; bounded in front by Saint Andrew street, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, as (No. 59 B), number fifty nine B, of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eighty eight.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 17th June, 1908. 2304
[First published, 20th June, 1908.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **JOSEPH M. WILSON,**
No 2016. } Demandeur ; contre
DAME ANNA AUGER ET VIR, Défendeurs, à
savoir :

Lot numéro cinq cent vingt-huit (528), du quartier numéro cinq, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, conformément au plan et livre de renvoi officiels pour la dite cité, situé au coin des rues Saint-Cuthbert et Alma, dans la dite cité—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui a été faite le vingt-troisième jour de juin dernier, aura lieu de nouveau dans mon bureau, dans la cité de Hull, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à la folle enchère de Romuald Henault, le ci-devant acquéreur.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Hull, 8 juillet 1908. 2571.

[Première publication, 11 juillet 1908.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **JOSEPH M. WILSON,** Plain-
No. 2016. } tiff ; against **DAME ANNA**
AUGER ET VIR, Defendants, to wit :

Lot number five hundred and twenty eight (528), of ward number five, of the city of Hull, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said city, situate at the corner of Saint Cuthbert and Alma streets, in said city—with all the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, which took place on the twenty third day of June last, will take place again at my office in the city of Hull, on the TWENTY EIGHTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon, at the folle enchère of Romuald Henault, the former purchaser.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 8th July, 1908. 2572

[First published, 11th July, 1908.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **VAUGHAN ET AL ; vs CAR-**
No 2155. } **RIER ET AL,** à savoir :

1° L'immeuble désigné sous le numéro 432, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

2° L'immeuble désigné sous le numéro 433, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis. A distraire du dit lot la partie vendue au gouvernement fédéral par acte du 8 février 1890, enregistré le 11 février 1890, sous le numéro 30978.

3° L'immeuble désigné sous le numéro 434, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis. A distraire du dit lot la partie vendue au gouvernement fédéral par acte du 8 février 1890, enregistré le 11 février 1890, sous le numéro 30978.

4° L'immeuble désigné sous le numéro 435, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

5° L'immeuble désigné sous le numéro 435A, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

6° L'immeuble désigné sous le numéro 428 du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis. A distraire du dit lot la partie vendue au gouvernement fédéral par acte du 8 février 1890, enregistré le 11 février 1890, sous le numéro 30978.

7° L'immeuble désigné sous le numéro 429 du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

8° L'immeuble désigné sous le numéro 430 du plan et livre de renvoi du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **VAUGHAN ET AL ; vs CAR-**
No. 2155. } **RIER ET AL,** to wit :

1. The immoveable designated under the number 432, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

2. The immoveable designated under the number 433, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis. To be deducted from the said lot the part sold to the federal government by deed of the 8th February, 1890, registered on the 11th February, 1890, under the number 30978

3 The immoveable designated under the number 434, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis. To be deducted from the said lot the part sold to the federal government by deed of the 8th February, 1890, registered on the 11th February, 1890, under the number 30978.

4. The immoveable designated under the number 435, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

5. The immoveable designated under the number 435A, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

6. The immoveable designated under the number 428, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis. To be deducted from the said lot the part sold to the federal government by deed of the 8th February, 1890, registered on the 11th February, 1890, under the number 30978.

7. The immoveable designated under the number 429, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

8. The immoveable designated under the number 430, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

9° L'immeuble désigné sous le numéro 431 du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

10° L'immeuble désigné sous le numéro 381 du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

11° L'immeuble désigné sous le numéro 436 du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis; à distraire du dit lot la partie vendue au gouvernement fédéral par acte du 9 février 1887, enregistré le 12 avril 1887, sous le numéro 28689.

12° L'immeuble désigné sous le numéro 437, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

13° L'immeuble désigné sous le numéro 438, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

14° L'immeuble désigné sous le numéro 439, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis.

15° L'immeuble désigné sous le numéro 440, du plan et livre de renvoi du cadastre du quartier Lauzon, de la ville de Lévis. A distraire du dit lot la partie vendue au gouvernement fédéral par acte du 9 avril 1887, enregistré le 12 avril 1887, sous le numéro 28689.

Tous les dits lots seront vendus avec les bâtisses, machines, quais et dépendances leur appartenant, non pas séparément, mais en bloc, comme un seul immeuble.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le QUATORZIÈME jour d'AOUT 1908, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif,
Québec, 9 juillet 1908.

Député Shérif.
2583

[Première publication, 11 juillet 1908.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JAMES FERGUSON; con-
No 2383. } tre LES HERITIERS de
feu Joseph Nareau, à savoir :

Le lot No 3 (trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située au sixième rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le TRENTIÈME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 25 juin 1908.

Shérif.
2393.2

[Première publication, 27 juin 1908].

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Malbaie, à savoir : } JOHN BREAKY, de la cité
No 2379. } de Québec, Demandeur ;
contre L. A. ROBITAILLE, Défendeur.

Comme étant au nom de John Breaky :

1° La limite No A. Licence No 193 Rivière Saint-Jean. Un territoire situé sur la rivière Saint-Jean et désigné comme suit, savoir : Partant à l'angle nord-ouest de la limite No 8, rivière Saint-Jean, et de là, vrai ouest 5½ milles ; de là, vrai sud 8 milles ; de là, vrai est 2 milles, plus ou moins à la

9. The immoveable designated under the number 431, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

10. The immoveable designated under the number 381, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

11. The immoveable designated under the number 436, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis. To be deducted from the said lot the part sold to the federal government by deed of the 9th February, 1887, registered on the 12th April, 1887, under the number 28689.

12. The immoveable designated under the number 437, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

13. The immoveable designated under the number 438, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

14. The immoveable designated under the number 439, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis.

15. The immoveable designated under the number 440, of the official plan and book of reference of the cadastre of Lauzon ward, of the town of Lévis. To be deducted from the said lot the part sold to the federal government by deed of the 9th April 1887, registered on the 12th April 1887, under the number 28689.

All the said lots will be sold with the buildings, machines, wharves and dependencies to them belonging, not separately, but *en bloc*, as one single immoveable.

To be sold at the church door of Notre-Dame de la Victoire, in the county of Lévis, on the FOURTEENTH day of the month of AUGUST, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,
Quebec, 9th July, 1908.

Deputy Sheriff.
2584

[First published, 11th July, 1908.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JAMES FERGUSON; against
No. 2383. } THE HEIRS of the late
Joseph Nareau, to wit :

Lot No 3 (three), of the official cadastre of the parish of Saint Edmond of Stoneham, being a land situate in the sixth range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond of Stoneham, county of Québec, on the THIRTIETH day of JULY next, at NOON.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,
Quebec, 25th June, 1908.

Sheriff.
2394

[First published, 27th June, 1908].

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Malbaie, to wit : } JOHN BREAKY, of the city
No. 2379. } of Québec, Plaintiff; against
L. A. ROBITAILLE, Defendant.

As being in the name of John Breaky :

1. The limit No. A. License No. 193 River Saint Jean. A territory situate on the river Saint Jean, and described as follows, to wit : starting at the north west angle of the limit No. 8, river Saint Jean, and from the true west 5½ miles, from there true south 8 miles, from there true east 2 miles,

ligne de la limite nord-ouest du lit de la rivière aux Saumons (ou son prolongement), de là, suivant dans une direction nord-est de la dite ligne et son prolongement 3 milles, plus ou moins, au dernier rang de la ligne de la limite No 8 audessus mentionné ; de là, suivant dans une direction septentrionale du dit dernier rang de la ligne du commencement. Superficie, 28 milles carrés, plus ou moins.

2° Limite No B. Licence No 194. Rivière Saint-Jean. Partant à l'angle nord-ouest de la rivière Saint-Jean, et de là vrai ouest 5 milles ; de là, sud 8 milles ; delà, vrai est 5 milles ; delà, vrai sud 8 milles au point de départ. Superficie 40 milles carrés, plus ou moins.

3° Limite No 2. Licence 195. Rivière aux Saumons. Comprenant tout le territoire vacant entre les limites de la rive Saint-Jean Nos 4 et 6 et partie de 8, et les limites de la rivière aux Saumons No 1 et la rivière Saint-Jean A. Superficie 41 milles carrés, plus ou moins.

4° Limite No 3. Licence No 196. Rivière aux Saumons. Partant à la frontière sud de la rivière Saint-Jean B à $1\frac{1}{4}$ mille vrai est de son angle sud-ouest ; de là, de ce point suivant une vrai direction méridionale d'une ligne de 11 milles en longueur ; de là vrai est 8 milles plus ou moins à la ligne ouest de la limite de la rivière aux Saumons No 1 ; de là, suivant septentrional la dite ligne de la limite et aussi sa frontière nord-est jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne sud du lit de la rivière Saint Jean A ; de là, vrai ouest suivant la dite ligne de la frontière sud, 6 milles plus ou moins, au point de départ. Superficie, 74 milles carrés, plus ou moins.

5° Limite No B. Licence No 197. Rivière Chambers. Comprenant tout ce territoire entre les limites de la rivière Magpie A No 2, rivière Chambers, rivière Saint-Jean No 2, rivière aux Saumons Nos 1 et 3, et borné comme suit : vers le nord par les limites de la rivière Magpie A et rivière aux Saumons No 3, vers l'est et sud-est, partie par les limites de la rivière aux Saumons No 1 et rivière Saint-Jean No 2 ; vers la partie sud par la limite No 2 rivière Saint-Jean et rivière Chambers, et vers l'ouest par la dite limite de la rivière Chambers et Magpie No 2. Superficie, 77 milles carrés, plus ou moins, sans préjudice aux licences antérieures ou pour être renouvelées.

Comme étant au nom de H. M. Price :

6° Limite No 1 est. Licence 198. Rivière Saint-Jean, de l'arrière ligne des locations rivière Saint-Jean, Nos 3 et 5, remonter la branche est de la dite rivière environ onze milles jusqu'à l'embouchure de la branche nord, sur une profondeur de un mille de la dite branche est. Superficie, 22 milles carrés, plus ou moins.

7° Limite No 2 est. Licence No 199. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche nord, remonter la course de la branche est, 9 milles mesurés suivant l'alignement No 45° est astronomique, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche est. Superficie, 18 milles carrés, plus ou moins.

8° Limite No 3 Est. Licence No 200. Rivière Saint-Jean. De l'arrière ligne des locations, rivière Saint-Jean, branche est Nos 1 et 2, remonter le cours de la branche nord, 10 milles, mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite branche nord. Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

9° Limite No 7. Licence No 201. Rivière Saint-Jean. De la ligne nord de la location, rivière Saint-Jean No 5, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 6 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de 2 milles mesurés depuis la dite rivière en suivant l'est franc. Superficie, 12 milles carrés, plus ou moins.

10° Limite No 8. Licence No 202. Rivière Saint-Jean. De la ligne de la location de la rivière Saint-Jean No 6, remonter la rive ouest de la dite rivière Saint Jean, 6 milles mesurés dans l'alignement du nord vrai, sur une profondeur vers l'ouest de deux

more or less, to the line of the north west boundary of the bed of the river aux Saumons, (or its prolongation), from there following in a north easterly direction of the said line and its prolongation, 3 miles, more or less, to the last range of the line of the limit No. 8, above mentioned, from there following in a northerly direction of the said last range of the line of the commencement. Superficies 28 square miles, more or less.

2 Limit No. B. License No. 194. River Saint Jean. Starting from the north west angle of the river Saint Jean, and from the true west 5 miles, from the south 8 miles, from the true east 5 miles, from the true south 8 miles, to the point of departure. Superficies, 40 square miles, more or less.

3. Limit No. 2. License 195. River aux Saumons. Comprising all the vacant territory between the limits of the river Saint Jean, Nos. 4 and 6 and part of 8, and the limits of the river aux Saumons, No. 1 and the river Saint Jean, A. Superficies, 41 square miles, more or less.

4. Limit No. 3. License No. 196. River aux Saumons. Starting from the south side of the river Saint Jean B to $1\frac{1}{4}$ mile true east from its south west angle, from there from this point following a true southerly direction of a line of 11 miles in length, from there true east 8 miles, more or less, to the west line of the limit of the river aux Saumons No. 1, from there, following northerly the said line of the limit and also its north east side until it meets the south line of the bed of the river Saint Jean A ; from there true, west following the said line of the south side 6 miles, more or less, to the point of departure. Superficies, 74 square miles, more or less.

5. Limit No. B. License 197. River Chambers. Comprising all that territory between the limits of the river Magpie A No. 2 ; river Chambers, river Saint Jean No. 2, river aux Saumons Nos 1 and 3 ; and bounded as follows : towards the north by the limits of the river Magpie A, and river aux Saumons No. 3 ; towards the east and south east, part by the limits of the river aux Saumons No. 1, and river Saint Jean No. 2 ; towards the south part by the limits No. 2, river Saint Jean and river Chambers, and towards the west by the said limit of the river Chambers and Magpie No 2. Superficies, 77 square miles, more or less, without prejudice to former licenses or to be renewed.

As being in the name of H. M. Price :

6. Limit No. 1 East. License 198. River Saint Jean. From the rear line of the locations River Saint Jean Nos 3 and 5, to ascend the east branch of the said river about eleven miles as far as the mouth of the north branch, on a depth of one mile of the said east branch. Superficies, 22 square miles more or less.

7. Limit No. 2 East. License 199. River Saint Jean. From the mouth of the north branch to ascend the course of the east branch, 9 miles measured following the alignment No. 45° astronomically east on a depth of one mile on each side of the said east branch. Superficies, 18 square miles, more or less.

8. Limit No. 3 East. License No. 200. River Saint Jean. From the rear line of the locations River Saint Jean branch east Nos. 1 and 2 to ascend the course of the north branch, 10 miles measured following the alignment of the true north on a depth of one mile on each side of the said north branch. Superficies, 20 square miles, more or less.

9. Limit No. 7. License No 201 River Saint Jean. From the north line of the location River Saint Jean No. 5, to ascend the east bank of the River Saint Jean, 6 miles measured following the true north, on a depth of 2 miles measured from the said river, following the true east. Superficies, 12 square miles, more or less.

10. Limit No 8. License 202. River Saint Jean. From the line of the location of the River Saint Jean No. 6, to ascend the west bank of the said River Saint Jean, 6 miles measured in the alignment of the true north on a depth towards

milles mesurés depuis la dite rivière. Superficie, 12 milles carrés, plus ou moins.

11° Limite No 1. Licence No 203. Rivière aux Saumons. De l'arrière ligne des locations, rivière Saint-Jean Nos 2 et 4, remonter la rivière aux Saumons, 17 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de un mille de chaque côté de la dite rivière, mesuré de manière à donner 34 milles en superficie. Superficie, 34 milles carrés, plus ou moins.

12° Limite No 3. Licence No 204. Rivière Magpie. De la ligne de la location, rivière Magpie No 1, remonter la rive ouest de la dite rivière, 16 milles suivant le nord vrai sur une profondeur de 2 milles depuis la susdite rivière, en courant l'ouest franc. Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

13° Limite No 4. Licence No 205. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location, rivière Magpie No 2, remonter la dite rivière Magpie 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de 2 milles mesurés depuis la dite rivière dans l'alignement de l'est vraie. Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

14° Limite No 5. Licence No 206. Rivière Magpie. De la ligne de location, rivière Magpie No 3, remonter la dite rivière Magpie 16 milles suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles mesurés depuis la dite rivière dans l'alignement de l'ouest vrai. Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

15° Limite No 6. Licence No 207. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location, rivière Magpie No 4, mesurés le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière dans l'alignement de l'est vrai. Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

16° Limite No 7. Licence No 208. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location, rivière Magpie No 5, remonter la dite rivière Magpie 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière dans l'alignement de l'ouest vrai. Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

17° Limite No 8. Licence No 209. Rivière Magpie. De la ligne nord de la location, rivière Magpie No 6, remonter la dite rivière Magpie, 16 milles mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur de 2 milles, mesurés depuis la dite rivière dans l'alignement de l'est vrai. Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

18° Limite No 1. Licence No 210. Rivière Saint-Jean. Partant à 6 milles au nord du fleuve Saint-Laurent, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 12 milles environ, jusqu'au confluent de la rivière aux Saumons, sur une profondeur de deux milles, mesurés depuis la dite rivière en suivant l'est vrai. Superficie, 24 milles carrés, plus ou moins.

19° Limite No 2. Licence No 211. Rivière Saint-Jean. Partant sur le bord de la ligne de la seigneurie de Mingan, sur le côté ouest de la rivière Saint-Jean, de là, montant la dite rivière à l'embouchure de la rivière aux Saumons, environ 12 milles par une profondeur de 2 milles de la dite rivière, mesurés, dans une direction occidentale. Superficie, 24 milles carrés, plus ou moins.

20° Limite No 3. Licence No 212. Rivière Saint-Jean. Partant de la ligne nord de la location de la rivière Saint-Jean No 1, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, jusqu'à l'embouchure de la branche est sur une profondeur de 2 milles carrés vers l'est. Superficie, 23 milles carrés, plus ou moins.

21° Limite No 4. Licence No 213. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la rivière aux Saumons, remonter la rive ouest de la rivière Saint-Jean, jusqu'au confluent de la branche est, sur une profondeur de 2 milles, mesurés perpendiculairement à l'axe de la dite rivière. Superficie, 18 milles carrés, plus ou moins.

22° Limite No 5. Licence No 214. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche est, remonter la rive est de la rivière Saint-Jean, 10 $\frac{1}{2}$ milles, mesurés suivant le nord vrai, sur une profondeur

of the west of 2 miles measured from the said river. Superficies, 12 square miles, more or less.

11. Limit No. 1. License No. 203. River aux Saumons. From the rear line of the locations, river Saint Jean Nos. 2 and 4 to ascend the river aux Saumons, 17 miles measured following the alignment of the true north on a depth of one mile on each side of the said river measured so as to give 34 miles in superficies. Superficies, 34 square miles, more or less.

12. Limit No 3. License No. 204. River Magpie. From the line of the location river Magpie No. 1, to ascend the west bank of the said river, 16 miles following the true north on a depth of 2 miles from the aforesaid river running due west. Superficies, 32 squares miles, more or less.

13. Limit No. 4. License No. 205. River Magpie. From the north line of the location, river Magpie No. 2 to ascend the said river Magpie 16 miles measured following the true north on a depth of 2 miles measured from the said river in the alignment of the true east. Superficies, 32 square miles, more or less.

14. Limit No. 5. License No. 206. River Magpie. From the line of location river Magpie No. 3 to ascend the said river Magpie 16 miles following the true north on a depth of two miles measured from the said river in the alignment of the true west. Superficies, 32 square miles, more or less.

15. Limit No. 6. License No. 207. River Magpie. From the north line of the location river Magpie No. 4, measured the true north on a depth of two miles, measured from the said river in the alignment of the true east. Superficies, 32 square miles, more or less.

16. Limit No. 7. License No. 208. River Magpie. From the north line of the location river Magpie No. 5, to ascend the said river Magpie 16 miles, measured following the true north on a depth of two miles, measured from the said river in the alignment of the true west. Superficies, 32 square miles, more or less.

17. Limit No. 8. License No. 209. River Magpie. From the north line of the location river Magpie No. 6, to ascend the said river Magpie 16 miles, measured following the true north on a depth of two miles, measured from the said river in the alignment of the true east. Superficies, 32 square miles, more or less.

18. Limit No. 1. License No. 210. River Saint Jean. Starting at 6 miles north of the river Saint Lawrence, to ascend the east bank of the river Saint Jean, 12 miles about as far as the confluence of the river aux Saumons on a depth of two miles, measured from the said river following the true east. Superficies, 24 square miles, more or less.

19. Limit No. 2. License No. 211. River Saint Jean. Starting on the side of the line of the seigniorie of Mingan, on the west side of the river Saint Jean, from there ascending the said river to the mouth of the river aux Saumons, about 12 miles by a depth of two miles or the said river, measured in a westerly direction. Superficies, 24 square miles, more or less.

20. Limit No. 3. License No. 212. River Saint Jean. Starting from the north line of the location of the river Saint Jean No. 1, to ascend the east bank of the river Saint Jean, as far as the mouth of the east branch, on a depth of 2 square miles towards the west. Superficies, 23 square miles, more or less.

21. Limit No. 4. License No. 213. River Saint Jean. From the mouth of the river aux Saumons to ascend the west bank of the river Saint Jean, as far as the confluence of the east branch, on a depth of two miles measured perpendicularly to the axes of the said river. Superficies, 18 square miles, more or less.

22. Limit No. 5. License No. 214. River Saint Jean. From the mouth of the east branch to ascend the east bank of the river Saint Jean, 10 $\frac{1}{2}$ miles, measured following the true north, on a depth of

de deux milles, mesurés perpendiculairement à l'axe de la dite rivière. Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

23° Limite No 6. Licence No 215. Rivière Saint-Jean. De l'embouchure de la branche est, remonter la rive ouest de la rivière Saint-Jean, 10 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de 2 milles mesurés depuis la dite rivière en courant perpendiculairement à l'axe de la dite rivière. Superficie, 20 milles carrés, plus ou moins.

24° Limite No 1. Licence No 216 Rivière Magpie. Partant à 6 milles du fleuve Saint-Laurent, remonter la rive ouest de la rivière Magpie, 16 milles mesurés suivant l'alignement du nord vrai, sur une profondeur de 2 milles partant de la dite rivière et mesurés suivant l'ouest franc. Superficie, 32 milles carrés, plus ou moins.

25° Limite No 1. Licence 217. Rivière Chambers. Un territoire situé sur la rivière Chambers et désigné comme suit : partant sur la rivière Chambers où la dite rivière est croisée par le bord de la ligne de la limite rivière Saint-Jean No 2 ; de là, montant la dite rivière Chambers 12½ milles mesurés dans une vraie direction septentrionale, par une profondeur de 4 milles sur le côté est et d'environ un mille à l'ouest et du côté sud jusqu'à la rencontre du coin sud-ouest de la limite de la rivière Saint-Jean No 2 ; et borné vers le sud par le bord de la ligne de la seigneurie de Mingan. Superficie, 56 milles carrés, plus ou moins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement à Tadoussac, les cinq premiers lots dans un seul et même lot, et les vingt autres lots dans un seul et même lot, le ONZIÈME jour d'AOUT prochain 1908, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Malbaie, 6 juillet 1908.
[Première publication, 11 juillet 1908.]

Shérif,
2521

two miles measured perpendicularly to the axes of the said river. Superficies, 20 square miles, more or less.

23. Limit No. 6. License No. 215. River Saint Jean. From the mouth of the east branch to ascend the west bank of the river Saint Jean, 10 miles measured following the alignment of the true north on a depth of two miles measured from the said river running perpendicularly to the axes of the said river. Superficies, 20 square miles, more or less.

24. Limit No. 1. License No 216 River Magpie. Starting a 6 miles from the river Saint Lawrence, to ascend the west bank of the river Magpie, 16 miles measured following the alignment of the true north on a depth of two miles starting from the said river and measured following due west. Superficies, 32 square miles, more or less.

25. Limit No. 1. License 217. River Chambers. A territory situated on the river Chambers and described as follows : starting on the river Chambers where the said river is crossed by the side of the line of the river Saint Jean, limit No. 2, from there ascending the said river Chambers 12½ miles measured in a true northerly direction by a depth of four miles on the east side and of about one mile on the west and on the south side as far as the meeting of the south west corner of the river Saint John, limit No. 2 ; and bounded towards the south by the side of the line of the seigniorie of Mingan. Superficies, 56 square miles, more or less.

To be sold at the registry office of Tadoussac, the first five lots in one and the same lot, and the twenty other lots in one and the same lot, on the ELEVENTH day of AUGUST next, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Malbaie, 6th July, 1908.
[First published, 11th July, 1908.]

Sheriff,
2522

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } I N RE HORMIDAS
No 46. } I BENOIT, failli, et
JOSEPH PIERRE ROYER et PIERRE JOSEPH
CHARTRAND, curateurs conjoints.

1° Un morceau de terre situé au canton de Clifton, dit district, formant partie du lot de cadastre numéro cinq B (5 B), dans le deuxième rang du dit canton, comprenant une lisière de terre d'un demi-arpent de largeur chaque côté de la rivière aux Saumons, à partir du coin nord-est de la moitié ouest du dit lot numéro cinq B, et à continuer vers et dans le lac Lindsay, jusqu'à la ligne entre Eugène Fauteux et Wilfrid Favreau, formant deux arpents en superficie, plus ou moins.

2° Toute la partie sud du lot de cadastre numéro six A (6 A), dans le dit deuxième rang de Clifton, se trouvant au sud du chemin public (non marqué sur le cadastre) passant de l'ouest à l'est sur le dit lot et contenant cent acres du terre en superficie, plus ou moins—avec le moulin à scie, pouvoir d'eau et autres bâtiasses dessus faites.

3° Un emplacement pris dans le coin nord-ouest du lot de cadastre officiel pour le canton d'Auckland, numéro quatre B (4 B), dans le troisième rang du dit canton, de la contenance d'un demi arpent en superficie—avec bâtiasses dessus érigées et construites.

Pour être veudus à la porte de l'église de la

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the abovementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } I N RE HORMIDAS
No. 46. } I BENOIT, insolvent, and
JOSEPH PIERRE ROYER and PIERRE
JOSEPH CHARTRAND, joint curators.

1. A piece of land situated in the township of Clifton, said district, forming part of cadastral lot number five B (5 B), in the second range of the said township, comprising a strip of land of one half arpent in width on each side of the Salmon river, starting from the north east corner of the west half of the said lot number five B (5 B), and continuing towards and Lake Lindsay, to the line between Eugene Fauteux and Wilfrid Favreau, forming two arpents in area, more or less.

2. All the south part of the cadastral lot number six A (6 A), in the said second range of Clifton, situated south of the public road (not marked on the cadastre) passing from west to east on the said lot and containing one hundred acres of land in area, more or less—with the saw mill, water power and other buildings thereon erected.

3. A lot taken at the north west corner of the official cadastral lot for the township of Auckland, number four B (4 B), in the third range of the said township, containing one half arpent in area—with the buildings thereon erected and constructed.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Malo d'Auckland, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

R. A. BIRON,
Bureau du shérif, Député shérif.
Sherbrooke, 16 juin 1908. 2275.2
[Première publication, 20 juin 1908.]

Saint Malo of Auckland, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at TWO of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 16th June, 1908. 2276
[First published, 20th June, 1908.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Trois-Rivières, à savoir: **THE TOURVILLE**
No 762. **LUMBER MILLS**
COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, Demanderesse; contre MICHEL MORRISSETTE, Défendeur.

Une terre située sur le troisième rang de la paroisse de Sainte-Sophie de Levrard, contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro six cent quatre-vingt-sept (687), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, comprenant aussi la paroisse de Sainte-Sophie de Levrard—avec la maison, grande, étable et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie de Levrard, le DOUZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 juillet 1908. 2597
[Première publication, 11 juillet 1908.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 24 juin 1908, de nommer MM. Euclide Tremblay, médecin, de la Pointe aux Esquimaux, et Joseph Arthur Fafard, gardien de lumière, de la Pointe des Monts, conjointement coroner, pour cette partie du district de Saguenay, comprise entre l'endroit appelé Mingan et l'anse au Blanc Sablon, et pour l'île d'Anticosti, MM. Louis Honoré Labrecque, médecin, de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, Charles Côté, médecin, de Tadoussac, et Prosper Synotte, médecin, des Eboulements, pour le district à part le territoire ci-haut mentionné.

2545

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juillet 1908, constituant en corporation, MM. James E. Conway et Frederick G. Reid, courtiers, Arthur M. Sowdon, comptable, Alexandre L. Pelletier, étudiant, tous de la cité de Montréal, Charles B. Walsh, agent, de la ville de Lachine, dans le but de faire les affaires de manu-

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Three Rivers, to wit: **THE TOURVILLE**
No. 762. **LUMBER MILLS**
COMPANY, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Montreal, Plaintiffs; against MICHEL MORRISSETTE, Defendant.

A farm situate on the third range of the parish of Sainte Sophie de Levrard, containing three arpents in width by thirty arpents in depth, known and described as number six hundred and eighty seven (687), of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising also the parish of Sainte Sophie de Levrard—together with house, barn, stable and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie de Levrard, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 7th July, 1908. 2598
[First published, 11th July, 1908.]

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of June, 1908, to appoint Messrs. Euclide Tremblay, physician, of La Pointe aux Esquimaux and Joseph Arthur Fafard, guardian of a light, of la Pointe des Monts, joint coroner, for that part of the district of Saguenay, comprised between the place called Mingan and l'anse au Blanc Sablon, and for the island of Anticosti, Messrs. Louis Honoré Labrecque, physician, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, Charles Côté, physician, of Tadoussac, and Prosper Synotte, physician, des Eboulements, for the district apart from the territory comprised between the places above mentioned.

2546

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of July 1908, incorporating Messrs. James E. Conway and Frederick G. Reid, brokers, Arthur M. Sowdon, accountant, Alexander L. Pelletier, student, all of the city of Montreal, Charles B. Walsh, agent, of the town of Lachine, for the purpose to carry on the business of manufacturing and dealers in elec-

facturiers et marchands d'électricité pour éclairage, chauffage et pouvoir moteur et toute affaire où l'application de l'électricité est ou peut être utile, avantageuse ou essentielle et de manufacturer, créer, vendre, louer, transmettre et distribuer l'électricité pour éclairage, chauffage et pouvoir moteur et en disposer, en obtenant le consentement des municipalités, corporations ou personnes intéressées, et pour ces fins, ériger, construire et maintenir une écluse ou écluses, le long ou à travers les rapides de la rivière Saint-François, à ou dans les environs de Saint-Marjorique, de soit le lot No 82 ou 83, dans le troisième rang du canton de Wendover, ou la rive est de la rivière Saint-François à l'Île Jersey, connu comme numéro de cadastre No 54, dans le canton de Grantham, comté de Drummond, et de la dite Île Jersey, à aucun point sur la rive ouest de la dite rivière et vis-à-vis la dite Île Jersey, dans un rayon de soixante et quinze milles de Saint-Marjorique, après avoir acquis des propriétaires riverains les propriétés nécessaires pour la dite fin; et de plus de conduire l'eau de la dite rivière, au-dessus, sous ou sur la propriété de la compagnie, et de faire, maintenir et exploiter des tranchées, bâtisses, levées, fosses, canaux d'écluse, canaux, queues d'eau, écluses, maison de pouvoir et autres travaux nécessaires ou utiles pour ses opérations; entrer et prendre possession du lit et rivage de la dite rivière à l'entrée et sortie des dits canaux ou canaux d'écluses, et aussi pour les fondations d'iceux, dans toute leur longueur, et de faire tous ponts, intersections et traverses sur sa propriété ou sous, au-dessus ou à travers des chemins publics ou privés, après avoir obtenu le consentement des municipalités ou des personnes intéressées.

Acquérir, acheter, louer ou autrement posséder tous les biens, immeubles et pouvoir d'eau qui peuvent de temps en temps être requis ou avantageux pour les fins de la compagnie, et de temps en temps les vendre, hypothéquer et en disposer.

Acquérir par achat, bail ou autrement les affaires de toute compagnie, société ou personne faisant aucune des affaires que la compagnie a le pouvoir de faire, et acheter, acquérir et posséder le stock ou actions de stock, bons ou débetures de toutes autres corporations faisant les affaires avec les objets semblables à ceux de cette compagnie, à tels termes quant au paiement d'iceux par l'émission d'actions payées et non imposables du capital total de la compagnie ou autrement, tel qu'il peut être convenu.

Émettre le capital total payé et non imposable de la compagnie dans le but d'acquérir les affaires, propriété, terres ou droits de toute compagnie, société ou personne que la compagnie est autorisée à acquérir, ou les stocks, bons ou autres garanties de toute telle compagnie, ou pour paiement de services rendus à la compagnie, et donner tel stock payé et non imposable, en bons ou débetures de la compagnie en échange d'iceux, ou en paiement de tout ou partie d'iceux, et de vendre, louer, garantir, hypothéquer ou en disposer autrement.

Vendre, louer les affaires, propriété et entreprise de la compagnie pour argent ou pour stock, bons ou garantie dans tout autre compagnie ou en disposer autrement.

Emprunter de temps en temps, tels montants d'argent, pour les fins de la compagnie, suivant que la majorité des actionnaires pourra juger nécessaires, et émettre des bons ou débetures pour cette fin aux montants et portant tel taux d'intérêt, et payable aux tels temps et endroit, et les garantir en donnant hypothèque sur tout ou partie de l'immeuble de la compagnie, aux termes que la majorité des actionnaires peut déterminer, sous le nom de "The Wendover Manufacturing Company," avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00) divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

tricity for light, heat and motive power and any business in which the application of electricity is or may be useful convenient or essential, and to manufacture, create, sell, lease, dispose of, transmit and distribute electricity for light, heat and motive power, by obtaining the consent of the municipalities, corporations or individuals, interested, and for those purposes to erect, construct and maintain a dam or dams along or across the rapids of the river Saint Francis, at or in the neighborhood of Saint Marjorique, from either lot No. 82 or 83 in the third range of the township Wendover, on the east shore of the Saint Francis river to Jersey Island, known as cadastre No. 54 in the township of Grantham, county of Drummond, and from the said Jersey Island to any point on the west shore of the said river, opposite to the said Jersey Island, within a radius of seventy five miles from Saint Marjorique, after having acquired from the riparian proprietors the properties necessary for the said purpose; and further to conduct water from the said river, over, under or upon the property of the company, and to make, maintain and exploit excavations, buildings, embankments dykes, flumes, canals, tail-races, dams, power houses and other works necessary or useful to its operations; and to enter upon and take possession of the bed and beach of the said river at the entrance and outlet of the said canals or flumes, and also for the foundations of the same in their entire length, and to make all bridges, intersections and crossings on its own property or under, over or across public or private roads, after having obtained the consent of the municipalities or individuals interested.

To acquire, purchase, lease or otherwise hold all such real estate, immoveable property and water powers as may from time to time be deemed requisite or convenient for the purposes of the company, and from time to time to sell, hypothecate and dispose of the same.

To acquire by purchase, lease or otherwise, the business of any company firm or person carrying on any business which the company has power to carry on, and to purchase, acquire and hold the stock or shares or stock bonds or debenture in any other corporations carrying on business with objects similar to those of this company, upon such terms as to the payment of the same by the issue of fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company or otherwise as may be agreed upon.

To issue fully paid up and non-assessable capital stock of the company for the purpose of acquiring the business, property, lands or rights of any company, firm or person which the company is authorised to acquire or the stocks, bonds or other securities of any such company, or for payment of services rendered to the company, and to deliver such fully paid up and non-assessable stock, or the company's bonds or debentures in exchange therefor or wholly or partly in payment thereof and to sell, lease, pledge, mortgage, hypothecate or otherwise dispose of the same.

To sell, lease or otherwise dispose of the company's business, property and undertaking for cash or for stock, bonds or securities in any other company.

To borrow from time to time such sums of money, for the purposes of the company, as the majority of the shareholders may deem necessary, and to issue bonds or debentures therefor in such amounts and bearing such rate of interest, and payable at such times and places, and to secure the same by hypothecating the whole or a part of the company's immoveable, upon such terms as the majority of the shareholders may determine, under the name of "The Wendover Manufacturing Company," with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45 000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1908.

L. RODOLPHE ROY,
2601 Secrétaire de la province.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of July, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
2602 Provincial Secretary.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Emile D. Lazure, manufacturier
de fromage, du village de Compton, dit district,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, à Sherbrooke.

DAMASE BUREAU,
Gardien provisoire.
2589

Compton, 7 juillet 1908.

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de J. F. Bujeaud, de rivière Bonaventure, comté de Gaspé, marchand.

Les créanciers sont requis de nous produire leurs réclamations assermentées dans un délai de trente jours.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
2587

Québec, 8 juillet 1908.

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
In re Antoine Normandin, Montréal, Failli.

Avis est donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à notre bureau, 220, Board of Trade, Montréal, le ou après le 29 juillet 1908.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs.
2591

Montréal, 11 juillet 1908.

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure*
In re David Spencer, Montréal, Failli.

Avis est donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à notre bureau, 220 Board of Trade, Montréal, le ou après le 29 de juillet 1908.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs.
2593

Montréal, 11 juillet 1908.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal, }
No 52.

Le Procureur-Général de la province de Québec,
Requérant ;

vs

"The Prudential Saving and Benefit Society", de la province de Québec, Intimée.
Avis est par les présentes donné que, le 23 mars 1908, le soussigné a été nommé par jugement de cette cour, liquidateur aux biens de l'intimée.

HENRI BEAUREGARD,
Liquidateur.
2613

Montréal, 8 juillet 1908.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
In the matter of Emile D. Lazure, of the village of Compton, in said district, cheese maker,
Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office, in the city of Sherbrooke, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

DAMASE BUREAU,
Provisional guardian.
2590

Compton, 7th July, 1908.

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of J. F. Bujeaud, of river Bonaventure, county of Gaspé, merchant.

Creditors are required to file their claims attested, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
2588

Québec, 8th July, 1908.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
In re Antoine Normandin, Montreal, Insolvent.

Notice is given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at our office, room 220, Board of Trade, Montreal, on or after the 29th of July, 1908.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curators.
2592

Montreal, 11th July, 1908.

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court*
In re David Spencer, Montreal, Insolvent.

Notice is given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at our office, 220, Board of Trade, Montreal, on or after the 29th July, 1908.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curators.
2594

Montreal, 11th July, 1908.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal, }
No 52.

The Attorney General of the province of Quebec,
Petitioner ;

vs

The Prudential Saving and Benefit Society, of the province of Quebec, Respondent.
Notice is hereby given that, on the 23rd of March, 1908, by an order of the court, the undersigned was appointed liquidator to the property of the said respondent.

HENRI BEAUREGARD,
Liquidator.
2614

Montreal, 8th July, 1908.

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 54.
Le Procureur-Général de la province de Québec,
Requérant ;

vs

"The Montreal Life and Aid Association",
Intimée.

Avis est par les présentes donné que, le 26 juin 1908, le soussigné a été nommé par jugement de cette cour, liquidateur aux biens de l'intimée.

HENRI BEAUREGARD,
Liquidateur.
Montréal, 8 juillet 1908. 2595

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 54.
The Attorney General of the province of Quebec,
Petitioner ;

vs

The Montreal Life and Aid Association,
Respondent.

Notice is hereby given that, on the 26 of June, 1908, by an order of this court, the undersigned was appointed liquidator to the property of the said respondent.

HENRI BEAUREGARD,
Liquidator.
Montreal, 8th July, 1908. 2596

Index de la Gazette Officielle de Québec No 28

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—Dmes Béchard vs Lebel, 1180 ; Berthiaume vs Bourrassa, 1179 ; Birrell vs Small, 1180 ; Denis vs Désy, 1179 ; Drolet vs Gauthier, 1180 ; Gauthier vs Lepage, 1180 ; Heideman vs Crystal, 1178 ; Lafortune vs Gilbert, 1180 ; Laliberté vs Calvé, 1180 ; Lavoie vs Lavoie, 1179 ; Miles Horner, 1179 ; Robillard vs Désailliers, 1181 ; Snyder vs Griggs, 1179.

ANNONCEURS:—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1169.

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—Abroger l'article 69x des règlements du Conseil d'Hygiène, 1173.

ASSEMBLÉE:—Examineurs des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, 1174.

AVIS:—Cookshire Union Cemetery Co, 1181 ; L'hon. Gouin vs Hutcheson, 1184.

BILLS PRIVÉS, P. Q.:—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1176 ; Conseil législatif, 1175.

COMPAGNIES AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—Eastern Concrete Construction Coy, 1174 ; Northern Chemical Works, 1175.

DÉPUTÉ ÉTU:—District électoral de :—Lac Saint-Jean, 1169.

ELECTION:—Etat des dépenses :—Hon. J. C. Kaine, 1181.

ERRATUM:—Page 1068, du 13 juin et 1097, du 20 juin, 1171.

EXAMEN:—Barreau de :—Saint-François, 1181.

FAILLIS:—Bergeron (Dme), 1183 ; Bouchard, 1184 ; Bujesaud, 1197 ; Chaballe, 1182 ; Clapperton et al, 1182 ; Canuel, 1184 ; Colonial Post Card Co, 1183 ; Desautels & Lafrenaye, 1184 ; Dugas, 1182 ; Emond (Dme), 1184 ; Kavanagh, 1183 ; Lacasse (Delle), 1183 ; Lavoie, 1182 ; Lazure, 1197 ; Normandin, 1197 ; Samson & Co, 1182 ; Silverstone, 1183 ; Spencer, 1197 ; The Montreal Life and Aid Association, 1198 ; The Prudential Savings and Benefit Society, de la province de Québec, 1197.

LETTRES PATENTES:—La Cie de Fonderie et Machinerie, 1174.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Béchard vs Lebel, 1155 ; Berthiaume vs Bourrassa, 1179 ; Birrell vs Small, 1180 ; Denis vs Désy, 1179 ; Drolet vs Gauthier, 1180 ; Gauthier vs Lepage, 1180 ; Heideman vs Crystal, 1178 ; Lafortune vs Gilbert, 1180 ; Laliberté vs Calvé, 1180 ; Lavoie vs Lavoie, 1179 ; Miles vs Horner, 1179 ; Robillard vs Désailliers, 1181 ; Snyder vs Griggs, 1179.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices, &c., 1169.

ORDER IN COUNCIL:—To abrogate article 69x of the by-laws of the Board of Health, 1173.

MEETINGS:—Examiners of candidates for the office of school inspectors, 1174.

NOTICES:—Cookshire Union Cemetery Co, 1181 ; L'hon. Gouin vs. Hutcheson, 1184.

PRIVATE BILLS, P. Q.:—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1176 ; Legislative Council, 1175.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Eastern Concrete Construction Coy, 1174 ; Northern Chemical Works, 1175.

MEMBER ELECTED:—Electoral district of Lake Saint John, 1169.

ELECTION:—Statement of costs :—Hon. J. C. Kaine, 1191.

ERRATUM:—Pages 1068, of the 13th June and 1097, of the 20th June, 1171.

EXAMINATION:—Bar of :—Saint Francis, 1181.

INSOLVENTS:—Bergeron (Dme), 1183 ; Bouchard, 1184 ; Bujesaud, 1197 ; Chaballe, 1182 ; Clapperton et al, 1182 ; Canuel, 1184 ; Colonial Post Card Co, 1183 ; Desautels & Lafrenaye, 1184 ; Dugas, 1182 ; Emond (Dme), 1184 ; Kavanagh, 1183 ; Lacasse (Dile), 1183 ; Lavoie, 1182 ; Lazure, 1197 ; Normandin, 1197 ; Samson & Co, 1182 ; Silverstone, 1183 ; Spencer, 1197 ; The Montreal Life and Aid Association, 1198 ; The Prudential Saving and Benefit Society, of the province of Quebec, 1197.

LETTERS PATENT:—La Cie de Fonderie et Machinerie, 1174.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER
DANS UNE SEULE LANGUE :—Saint-Lucien, 1173.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Annexée ou érigée :—
Guigues, 1172 ; Melbourne and Brompton
Gore, 1172 ; Grondines, No 1, 1172 ; Saint-
Joseph de Blandford, 1172.

NO MINATIONS :—Commissaires d'écoles :—1170.
Commissaires pour recevoir affidavits :—1169.
Coroners conjoints :—Saguenay, 1195.
Cour des commissaires de Broughton, 1170.
Juges de paix :—Saguenay, 1170 ; Saint-Fran-
çois, 1170 ; Montréal, etc., 1170.
Recorder :—Bordeaux, 1170.
Secrétaire du département de l'Instruction Pu-
blique :—J. N. Miller, 1170.

PROCLAMATION :—Notre-Dame de la Garde, 1170.

RESOLUTION :—Acte Médical, 1886, 1173.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :—Hébert vs Binette, 1185.

CHICOUTIMI :—Grenon, failli, 1185.

IBERVILLE :—Garand et al vs Bousquet, 1186.

MONTRÉAL :—Davidson et al vs Robert, 1188 ;
Robillard & Tétreau vs Galarneau ès-qual,
1189 ; The O'Gilvie Flour Mills Coy vs
Mireault, 1188 ; The Standard Life Assurance
Company vs Robert, 1189.

OTTAWA :—Wilson vs Dme Auger et vir, 1190.

QUÉBEC :—Ferguson vs héritiers Nareau, 1191 ;
Vaughan et al vs Carrier et al, 1190.

SAGUENAY :—Breaky vs Robitaille, 1191.

SAINT-FRANÇOIS :—H. Benoit, failli, 1194.

TROIS-RIVIÈRES :—The Tourville Lumber Coy vs
Morrisette, 1195.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE
LANGUAGE ONLY :—Saint Lucien, 1173.

SCHOOLS MUNICIPALITIES :—Application to annex or
erect :—Guigues, 1172 ; Melbourne & Brompton
Gore, 1172 ; Grondines, No. 1, 1172 ;
Saint Joseph de Blandford, 1172.

APPOINTMENTS :—School Commissioners :—1170.
Commissioners to receive affidavits :—1169.
Joint coroners :—Saguenay, 1195.
Commissioners court of Broughton :—1170.
Justices of the peace :—Saguenay, 1170 ; Saint
Francis, 1170 ; Montreal, &c, 1170.
Recorder :—Bordeaux, 1170.
Secretary of the department of Public Instruc-
tion :—J. N. Miller, 1170.

PROCLAMATION :—Notre Dame de la Garde, 1170.

RESOLUTION :—Medical Act, 1886, 1173.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Hébert vs Binette, 1185.

CHICOUTIMI :—Grenon, insolvent, 1185.

IBERVILLE :—Garand et al vs Bousquet, 1186.

MONTRÉAL :—Davidson et al vs Robert, 1188 ;
Robillard & Tétreau vs Galarneau ès-qual,
1189 ; The O'Gilvie Flour Mills Coy vs
Mireault, 1188 ; The Standard Life Assurance
Company vs Robert, 1189.

OTTAWA :—Wilson vs Dme Auger et vir, 1190.

QUÉBEC :—Ferguson vs heirs Nareau, 1191 ;
Vaughan et al vs Carrier et al, 1190.

SAGUENAY :—Breaky vs Robitaille, 1191.

SAINT FRANCIS :—H. Benoit, insolvent, 1194.

THREE RIVERS :—The Tourville Lumber Coy vs
Morrisette, 1195.

